

# MEDITERRÁN TANULMÁNYOK

НАУЧНЫЕ ИССЛЕДОВАНИЯ      ETUDES  
РАЙОНА СРЕДИЗЕМНОГО МОРЯ      SUR LA REGION MEDITERRANEENNE

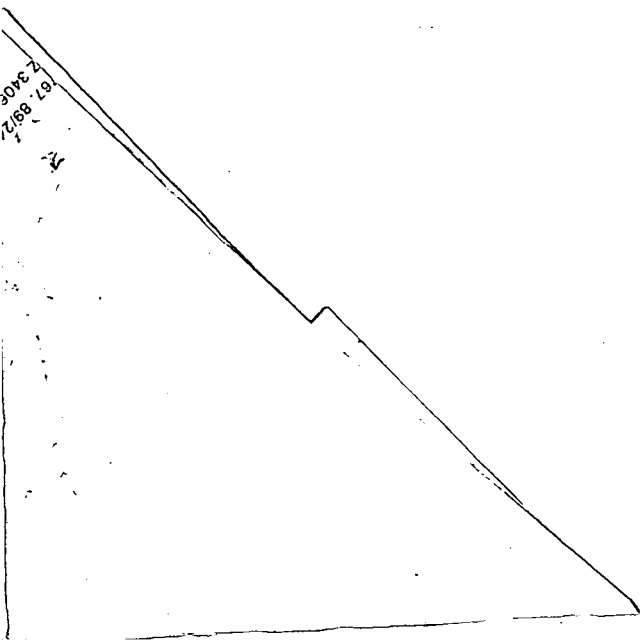
## III.



91

József Attila Tudományegyetem

Szeged, 1989.



~~József Attila Tudományegyetem  
Egyetemes Tanácsa Könyvtára  
6722 Szeged, Petőfi ut. 83-84.~~

X 3891

## MEDITERRÁN TANULMÁNYOK

НАУЧНЫЕ ИССЛЕДОВАНИЯ      ETUDES  
РАЙОНА СРЕДИЗЕМНОГО МОРЯ      SUR LA REGION MEDITERRANEENNE

### III.



József Attila Tudományegyetem

Szeged, 1989.

**SZTE Egyetemi Könyvtár**



**J000364592**



## Sommaire

- Adam Anderle: La Grenade: Une économie d'exportation précoce (XIII-XV siècles) (Granda: Egy korai exportgazdaság) 1
- Jenő Ujfalusi Németh: La France entre l'Atlantique et la Méditerranée a l'aube de l'économie-monde moderne (Franciaország az Atlantikum és a Mediterráneum között a világgazdaság hajnalán) 9
- Edit Soós: La mouvement communiste naissant et la question coloniale (Les communistes français et espagnols sur la guerre du Rif) (A születő kommunista mozgalom és a gyarmati kérdés: A francia és spanyol kommunisták a Rif háborúról) 29
- Abderrahim Taleb: Le mouvement syndical Algérien de 1943 a 1954 et ses rapports avec les partis politiques (Az algériai szakszervezeti mozgalom 1943-1954 között és kapcsolatai a politikai pártokkal) 45
- György Réti: Enver Hoxha and the turning points in Albania's history (Enver Hodzsa. Fordulópontok Albánia történetében) 109



~~Magyar Tudományos Akadémia Könyvtára  
6728 Szeged, Petőfi sgt. 30-34.~~

ADAM ANDERLE  
UNIVERSITÉ ATTILA JÓZSEF

La Grenade: Une économie d'exportation précoce  
(XIII-XV siècles)

Il est bien connu pour tout le monde que le petit État mauresque et musulman sur la péninsule ibérique a subsisté encore environ 300 ans après la fin de la reconquête, et il est connu aussi que la date de sa chute et celle de la découverte de l'Amérique est la même: il a été occupé par les Rois catholiques, en 1492.

Sa persistance si longue, dans des conditions où toute la péninsule était placée sous un règne catholique, ne peut être explicable - selon nous - par des raisons politiques et militaires.

Les interprétations qui expliquent par raisons économiques la longue persistance de la Grenade aux XIII<sup>e</sup>-XV<sup>e</sup> siècles, ne donnent pas, elles non plus, la réponse à la question, bien que les données du développement économique puissent contribuer en partie à la solution.

On pense que la solution de ce problème se trouve dans le développement historique de toute la région méditerranéenne. C'est l'idée principale de notre contribution que nous vous présentons comme une hypothèse. A notre avis, la place occupée par la Grenade dans la région méditerranéenne, sa fonction aux XIII<sup>e</sup>-XV<sup>e</sup> siècles peuvent nous amener à la réponse aux questions. C'est sous cet angle qu'on peut

comprendre aussi les résultats économiques de ce petit état mauresque. C'est-à-dire, ce n'est pas le développement dynamique de l'économie de la Grenade qui a contribué à la persistance de cet État et qui a contribué à ce que la Grenade put devenir un pont entre la région méditerranéenne et l'Europe catolique continentale, mais c'est notamment ce rôle d'intermédiaire qui a donné l'impulsion, les conditions parmi lesquelles une économie précoce pouvait se former sur la partie sud-est de la péninsule ibérique et elle pouvait subsister 300 ans.

Avant tout on jette un coup d'oeil sur l'économie de la Grenade. Quels sont ses traits caractéristiques? La Grenade a eu une économie ouverte dans laquelle le commerce extérieur a joué un rôle prépondérant. Quant au blé, l'État n'en avait pas assez, on en importait, bien que on eut essayé d'introduire le millet dans le pays pour remplacer le blé. De même façon, alors que l'État avait un cheptel important, on devait y importer de la viande aussi.

Mais tout cela a été contrebalancé par l'exportation très importante réalisée par l'économie de la Grenade. Les marchandises d'exportation les plus importantes étaient le sucre de canne, mais la figue, le raisin séché, le safran et l'amande étaient très significatifs, eux aussi. Quant aux fruits et aux légumes, le pays en avait une exploitation de subsistance.

Dans le domaine de l'industrie, c'étaient les tissus de soie qui représentaient la marchandise d'exportation numéro 1; ces tissus d'ailleurs étaient sans pareil dans la



région méditerranéenne. Mais l'économie nécessitait les métaux précieux, très importants pour l'industrie de haut niveau; ils étaient complétés par l'exportation. C'est la pénurie d'argent notamment qui explique que les tissus de soie plus précieux deviennent étalons des valeurs en Grenade.

Les produits céramiques de verre et la porcelaine constituent aussi des marchandises d'exportation importantes.

Donc, le commerce extérieur avait une grande importance dans l'économie de la Grenade, c'est pourquoi les commerçants méditerranéens - en premier lieu les Italiens - ont été inspirés à former des colonies. L'État mauresque a été recherché par les commerçants italiens grâce à ses ports excellents (Malaga, Almeria etc.), à ses rapports avec l'Afrique du Nord et à sa position favorable sur la route vers les côtes de l'Océan Atlantique. A Gènes la Société de Grenade fonctionnait déjà en 1452 parmi les membres de laquelle il y avait 12 personnes de la famille Spinola et en dehors d'eux Centurioni et un Gramaldi aussi.

Au XV<sup>e</sup> siècle, l'exportation et l'importation de la Grenade ont été pour l'essentiel entre les mains des commerçants génois; les commerçants juifs du pays pouvaient jouer seulement un rôle intermédiaire.

C'étaient les navires génois qui transportaient le sucre de canne, la soie et les fruits de Grenade, et qui y amenaient du blé. Autour de 1450 on vend du sucre de Grenade sur les marchés du Sud de l'Espagne, de la France, dans les royaumes du Nord de l'Espagne, en Angleterre et sur les marchés des

iles atlantiques. Le sucre de canne a commencé á devenir un vrai rival du miel en Europe occidentale. Le raisin, la figue et l'amande de Grenade se présentaient a Bruxelles et a Southampton aussi, et ils "voyageaient" meme vers l'Orient par l'isthme de Corinthe. Cette route de commerce a été maintenue entierement par les Spinola, pendant que les souverains de Grenade ont fait obtenir les Italiens á tout le commerce comme monopole. Les produits de la Grenade ont joué un role important en Afrique du Nord aussi ou á Tremcén les commerçants genoís ont pu s'établir sur la route d'or d'Afrique.

Les souverains de Grenade ont soutenu de diverses façons le commerce et tout cela a augmenté significativement leurs revenus, la plupart desquels a été affectée aux frais de guerre. Ainsi les guerres devenaient de plus en plus impopulaires. Mais au XV<sup>e</sup> siecle on peut voir que les souverains, en voulant profiter eux-memes du développement dynamique du commerce ont mis sous l'égide de l'Etat un grand nombre de maisons de commerce, de moulins, et nombreuses confiscations de propriété se déroulaient aussi.

C'est-á-dire, l'État a de plus en plus garrotté l'économie du pays, qui rapporte, en conséquence, seulement aux commerçants genoís et á la couronne. Mais la presse á impots énorme - qui est trois fois plus haute que celle de la Castille - fonctionnait bien et au XV<sup>e</sup> siecle elle portait sur les notables arabes aussi.

Mais ces éléments notés a propos de la deuxieme partie du XV<sup>e</sup> siecle peuvent étre interpretés de deux manieres. A notre avis, ce n'est pas la dure presse á impots introduites

par les souverains mauresque et les guerres qui abouti a la chute de l'état, comme l'argumentation actuelle l'affirme.

Selon nous la chaine causale est inverse: ce sont les problemes de l'économie de Grenade liée a la région méditerranéenne qui font que les souverains mauresque doit recourir á la presse á impots. Pourquoi?

Pour répondre á cette question, on doit revenir á l'hypothese au début de notre contribution: les problemes de l'économie et de l'Etat de Grenade ont reflété les changements dans la situation générale de la région méditerranéenne.

La littérature d'histoire-économique européenne connait depuis longtemps que la réorientation des voies commerciales a l'intérieur de l'Europe devient plus rapide au XV<sup>e</sup> siècle, ce qui contribue a l'apparition des problemes du commerce dans toute la région méditerranéenne et a diminué l'importance du commerce.

Dans la mesure ou le volume du commerce interrégional entre l'Europe occidentale et l'Europe orientale a augmenté et le point principal des rapports commerciaux a passé sur la région atlantique, le commerce de la Méditerranée qui transportait les produits, les trésors et les épices de l'Orient et de la région méditerranéenne vers l'Europe féodale et sur le chemin de retour est devenu moins important dans la vie de l'Europe.

Ces problemes apparaissent dans les difficultés maissantes des maisons de commerce et des villes italiennes aussi, et,

a vrai dire, ils représentent la fin de l'État de la Grenade liée a la région méditerranéenne.

Cet État a du en effet sa longue existence notamment au commerce florissant et au système des rapports de la Méditerranée, meme en deux sens. Du point de vue de l'économie, il était "une porte de commerce" entre l'Europe féodale et la région méditerranéenne, sa fonction et sa subsistance était indispensable pour le monde catholique occidental.

Au point de vue politique, l'État mauresque musulman dans la péninsule ibérique devenue catholique a reflété notamment cette pression économique et a forcé les États hispaniques devenus a ce tamps-lá de plus en plus intolérants a la tolérance religieuse, politique et idéologique.

Un petit État musulman dans la péninsule ibérique catholique - donc ce modele reflète les réalités méditerranéennes des XIII<sup>e</sup>-XV<sup>e</sup> siècles, ou la dépendance mutuelle a forcé les souverains hispaniques a la tolérance politique et idéologique et a la coexistence.

Donc la Grenade a été le produit et l'incarnation des traits caractéristiques de la région méditerranéenne aux XIII<sup>e</sup>-XV<sup>e</sup> siècles, et comme un État-intermédiaire, un État-porte représentait une vanne spécifique entre les deux mondes différents - entre le monde musulman et méditerranéen et le monde catholique et atlantique.

Mais par la suite du renforcement du commerce atlantique et les découvertes géographiques ce role devenait inutile. Alors les jours de cet État musulman sont déjà comptés.

Et ainsi l'idée que la date de la chute de la Grenade

et celle de la découverte de l'Amérique se recourent - est plus que symbolique et renforce notre raisonnement. Quand les Rois Catholiques espagnols en 1492 ont reçu Christophe Colomb notamment en Grenade occupée, à vrai dire, ils indiquent spontanément la situation changée: L'Europe adressée à l'hémisphère occidental n'a pas besoin du commerce de la Grenade et de la région méditerranéenne. Les mécanismes idéologiques de la reconquête sont apparus de nouveau. Les jours de l'Etat de la Grenade sont comptés.

Bibliographie

Ádám Anderle: Megosztott Hispánia (Divided Spain) Budapest, 1985.

Jaime Vicens Vives: Manual de historia económica de España. 3.ed. Barcelona, 1964.

Pierre Vilar: Historia de España. Paris, 1975.

Rachel Arié: L'Espagne musulmane au temps des Nasrides (1232-1492). Paris, 1973.

Angel Laredo Quesada: Granada. Historia de un país islámico. 1232-1571. Madrid, 1969.

E. Levi-Provencal: La civilisation arabe en Espagne. Paris, 1961.

W. Montgomery Watt: Historia de España islámica. 3. ed. Madrid, 1980.

I. Wallerstein: The modern world system. Capitalist Agriculture and the Origins of the European World-Economy in the Sixteenth Century. New York, 1964.

Zs. P. Pach: Európa a 16-17. században Történelmi Szemle, 1979. 2. sz.

Zs. P. Pach: A nemzetközi kereskedelmi útvonalak 15-17. századi áthelyeződésének kérdéséhez. Századok. 1968. 5-6. sz.

JENŐ UJFALUSI NÉMETH

UNIVERSITÉ ATTILA JOZSEF - HONGRIE

La France entre l'Atlantique et la Méditerranée a  
l'aube de l'économie-monde moderne

- Le témoignage d'Antoine de Montchrestien -

La nouvelle économie-monde<sup>1/</sup> européenne, essentiellement capitaliste s'est formée pendant le "long" XVI<sup>e</sup> siècle.<sup>2/</sup> Elle comprend - je cite I. Wallerstein<sup>3/</sup> l'Europe du Nord-Ouest, la Méditerranée chrétienne avec la péninsule ibérique, l'Europe centrale, la péninsule baltique, les régions américaines exploitées par les Européens, les îles atlantiques, certaines enclaves africaines et une partie - peut-être - des Philippines, mais non la Russie et l'Empire ottoman. Elle est formée du réseau commercial de la Méditerranée chrétienne dominée par les quatre Cités-États de l'Italie du Nord et du réseau commercial flamando-hansaétique de l'Europe du Nord et du Nord-Ouest, complété par une partie de l'Europe de l'Est. La Hiérarchie intérieure (centre, semi-périérie, périérie) de cette économie-monde paraît s'être établie avant la formation définitive du système (1640), mais de toute manière après l'accélération de l'effondrement espagnol au milieu du XVII<sup>e</sup> siècle.<sup>4/</sup> D'après les termes de Wallerstein, les atouts sont déjà distribués entre 1600 et 1640;<sup>5/</sup> selon Braudel, les transformations substantielles (c.à.d. le déplacement du centre, donc du capitalisme) se sont réalisées en faveur du Nord protestant entre 1590 et 1620.<sup>6/</sup>

Du point de vue de la conjoncture, apres une longue période de prospérité, on entre dans une période de récession a partir des années 1610.<sup>7/</sup>

Comment la France s'integre-t-elle dans se systeme?

Frédéric Mauro<sup>8/</sup> attribue a la France la troisieme place apres l'Angleterre et la Hollande mais avant l'Espagne, le Portugal et l'Italie vers 1600. Wallerstein situe la France entre le centre et la semi-périérie, étant donné qu'elle était tiraillée entre trois orientations différentes.<sup>9/</sup> Paris et le Nord-Est du pays avait une orientation continentale menant une politique qui la liait a Antwerpen meme apres la chute de celle-ci; le Nord-Ouest était plutot dans l'orbite du commerce baltique et atlantique; la France méridionale avec le métayage et ses liens avec l'évolution de l'espace méditerranéen développait une agriculture capitaliste en vue de l'exportation.<sup>10/</sup>

Les cartes étaient donc distribuées mais le jeu n'était pas encore joué au moment de la réunion des États Généraux de 1614 a l'occasion de laquelle Antoine (de) Montchrestien presenta a la reine-mere et au jeune roi son Traité de l'Oeconomie politique. L'instant choisi est significatif aussi du point de vue de l'histoire de l'économie européenne: l'Allemagne est déjà en crise depuis 1610, l' Angleterre atteint le point culminant, en 1614, dans son activité exportatrice de textile<sup>11/</sup> et selon A. D. Lublinskaia<sup>12/</sup> a partir de 1615; le mouvement des prix devient indépendant du flux de l'or et de l'argent, autrement dit la fin de la révolution des prix<sup>13/</sup> est patente.



Le traité n'est pas un ouvrage théorique, mais pratique, pragmatique même, nourri de la même illusion que l'on retrouve encore chez J. U. Nef et Wallerstein, concernant notamment le retard éventuel de la France par rapport à l'Angleterre et à la Hollande, qui aurait pu être rattrapé si les rois de France de l'époque avaient concentré toute leur attention sur le développement de l'industrie et sur les intérêts de la bourgeoisie.<sup>14/</sup> L'ouvrage est une sorte de manifeste, un programme d'économie politique pour assurer la prépondérance à la France. Il est - pour nous - à la lumière des connaissances modernes, un document précieux de l'état de la conscience économique et historique.

La personnalité de l'auteur est, elle aussi, très intéressante. Il est bourgeois ou noble de robe mais il porte l'épée et il s'en sert à l'occasion. Il est dramaturge, économiste, entrepreneur dans l'industrie métallurgique et dans le commerce maritime, - armateur comme il convient à un bourgeois rouennais. Il connaît l'Angleterre, la Hollande, la Rhénanie. Quant à sa mort, il la doit à ses activités politiques, il est tué en chef militaire et en homme de confiance des protestants dans l'insurrection de 1619-21;<sup>15/</sup> son corps est brûlé et ses cendres dispersées au vent, sa mémoire reniée et noircie.

Mais, en 1614, il croyait encore pouvoir servir et "son roi" et sa "Patrie" en proposant la description de l'état de la France et les "principes" de l'assainissement économique.

Avant même d'analyser l'ouvrage, notons d'emblée que l'optique dominante de l'auteur est celle d'un entrepreneur

bourgeois de l'Ouest et du Nord-Ouest de la France, concurrent immédiat des Anglais et des Hollandais, ce qui ne l'empêche pas, bien au contraire, d'avoir une vue d'ensemble sur l'économie nationale<sup>16/</sup> et sur la place de celle-ci dans l'économie mondiale, comme en témoigne déjà la configuration de l'espace géographique et économique intéressant la France, selon notre auteur. Les points extrêmes de cet espace sont la Baltique, la Pologne et la Russie vers le Nord, le Grand Caire et Constantinople vers l'Est; le Sénégal, la Guinée, la Barbarie vers le Sud africain et, à l'Ouest, les côtes atlantiques des Amériques, du Sud espagnol jusqu'au Canada. (L'Inde et l'Extrême Orient n'apparaissent véritablement qu'à propos de la recherche du passage entre l'Atlantique et le Pacifique.) A l'intérieur de cet espace, ce qui est vital pour la France, c'est l'ensemble de ses rapports avec la Hollande, l'Angleterre, l'Allemagne, l'Espagne (et le Portugal); la Méditerranée et le Nord-Est de l'Europe le sont aussi, mais en fonction seulement de l'expansion coloniale dans les Amériques. - La possession de l'Amérique aurait pu et pouvait assurer les moyens pour "la conquête des royaumes de Naples et de Sicile, du duché de Milan et de beaucoup d'autres pays de l'Italie"<sup>16/</sup> - dit-il en y ajoutant qu'elle pouvait surtout assurer à la France une meilleure position face à la concurrence anglaise et hollandaise.

L'ouvrage de Montchrestien est divisé en quatre livres dont trois nous intéressent spécialement: le premier parle des arts mécaniques (les manufactures), le second s'occupe du commerce, le troisième traite de la navigation (colonisation).

Pour commencer, l'auteur formule quelques assertions de ba-

se c. a d. quelques jugements de fait sur lesquels tout l'édifice est fondé. "Votre Etat - dit-il - est composé de trois principaux membres, l'ecclésiastique, le noble et le populaire. Quant a celui de la justice, je le tiens comme un ciment et mastic qui colle les trois autres ensemble. ... Ce discours ... concerne ... le plus négligeable en apparence, en effet fort considérable ... Ce tiers ordre est composé de trois sortes d'hommes, Laboureurs, Artisans, Marchands."<sup>17/</sup> Ce travail est source de toute valeur, par conséquent, la plus grande richesse du royaume est "l'inépuisable abondance des hommes".<sup>18/</sup> Et puisque "l'art politique dépend médiatement de l'oeconomic"<sup>19/</sup> "on ne saurait diviser l'oeconomie de la police sans démembrer la partie principale de son Tout".<sup>20/</sup>

La France par son extension, sa diversité, ses richesses, sa population pourrait se suffire a elle-meme; ce royaume "seul se peut estre tout le monde",<sup>21/</sup> "la France seule se peut passer de tout ce qu'elle a de terres voisines et toutes les terres voisines nullement d'elle".<sup>22/</sup> La constatation de la capacité a l'autarcie ne le fait pourtant pas conclure en sa faveur mais en faveur d'une politique économique agressive pour affaiblir la concurrence étrangere a l'intérieur et pour améliorer la position concurrentielle des Français a l'étranger. Dans la réalisation de cette tache, un role de premiere importance reviendrait a l'Etat. Avant tout, il devrait "s'accomoder" des hommes, de "ces instruments vivants", car "la police des peuples septentrionaux s'en servent en nos jours mieux et plus réglement que nous".<sup>23/</sup>

On a aboli la servitude en France -dit-il-, reste que le public ait soin d'employer les hommes a des artifices et travaux qui joignent le profit particulier a son utilité publique."<sup>24/</sup>  
Tout en incitant les gens a une spécialisation de plus en plus poussée suivant en cela l'exemple des Allemands et des Flamands (Hollandais).<sup>25/</sup>

Pour Montchrestien, l'art de l'agriculture fait partie des arts "mécaniques", il est meme "l'excellent sur tous" (les arts). Pourtant, il constate les mauvaises récoltes, l'infertilité des terres; il en trouve les causes dans les rapports de propriété: d'un coté les seigneurs se jettent "entre les bras des charges publiques" et "commettent leurs terres a des fermiers, a des mercenaires, a des valets" soucieux a les épuiser au plus vite,<sup>26/</sup> de l'autre coté, les laboureurs sont extremement pauvres, mal nourris, leurs harnois meurent de faim. "Combien peu y en a il qui possèdent (les terres) en propre?"<sup>27/</sup> - s'écrie-t-il, distinguant peut-etre fermage et métayage mais dénonçant surement le processus de la dépossession des laboureurs: "Combien y en a il qui n'en soient distraits par leurs proces et chicaneries?"<sup>28/</sup> L'Etat devrait donc alléger leur fardeaux, car "quiconque les espargne en leurs charges, les mesnage a son profit."<sup>29/</sup> La situation de l'agriculture française est considérée en elle-meme et ne sera comparée qu'a l'agriculture espagnole qui brille par son incapacité.

Quant aux arts mécaniques proprement dits, il commence par traiter de l'art des arts, autrement dit de la forge ou de la métallurgie. Il fait état du progres réalisé,

pendant les guerres civiles en France, par l'Angleterre, la Hollande, l'Allemagne, la Lorraine et il insiste surtout sur la concurrence meurtrière hollando-lorraine à cause de la production en série et du transport par bateaux, donc bon marché, des armes et des outils métalliques (les faux par exemple). (Le remède proposé: créer des ateliers dans chaque province.)

Le secteur suivant est celui qui concerne le vêtement: il se décompose en chapellerie, tissure des toiles, draperie des laines, fabrique des soies et tannerie des cuirs. Dans la chapellerie, la première place revient encore aux Français mais les laines sont importées de l'Espagne par l'intermédiaire des Flamands. On pourrait remplacer ces laines par celles du Berri, dit-il.

La fabrique des toiles est le métier qui donne du travail au plus grand nombre de personnes et les étoffes françaises ont une qualité quasi inimitable; ni les Hollandais ni les Flamands n'ont réussi à atteindre cette qualité. Les Hollandais viennent donc en France et mettant en oeuvre leur capital, ils font travailler les Français à leur profit. Il n'y a plus que les toiles blanches pour faire des voiles dont la commercialisation reste encore entièrement dans les mains des Français. C'est une marchandise privilégiée "du trafic étranger et principalement celui d'Espagne"; pour elles le Potossi vomit presque toute sa plate"<sup>30/</sup> - ajoute encore l'auteur.

Dans le domaine de la draperie, bien que l'on en fabrique dans toutes les provinces, les produits anglais grignotent le

marché français meme depuis les guerres civiles, tandis que le drap français ne peut entrer en Angleterre. L'intéret élémentaire de l'Etat serait de défendre le pain des artisans français, - et d'empêcher de sortir tant d'argent. La culture de la soie et la fabrique des soies sont des activités relativement récentes en France, elles datent de peu avant les premières campagnes d'Italie. Apres les efforts précédents, si le roi le voulait bien, la France serait capable de satisfaire a ses propres besoins. L'argent ne sortirait plus vers l'Italie et l'Angleterre. Tout le Sud de la France avec Lyon et Tours pour centres y est engagé.

La concurrence flamande et anglaise est dure aussi dans la commercialisation des produits commes les futaines, les camelots ou les dentelles. Les Anglais tentent de dicter aussi dans la teinture et la peinture des draps. Quant au vetement d'homme, "a présent les Ecosais et les Flamans nous ont appris nos modes".<sup>31/</sup> Dans la tannerie, les Français n'ont pour concurrents que les Flamands. Une partie des cuirs est importée de la Barbarie, du Cap vert et du Pérou a cause des difficultés de l'élevage en France.

Pour terminer l'inventaire des problemes qui se posent a propos des arts mécaniques, il mentionne encore l'industrie du batiment et l'imprimerie. Les deux sont florissantes mais la seconde est concurrencée par les Flamands qui grace a une main d'oeuvre moins chere vendent leurs produits a meilleur marché. L'imprimerie française est menacée aussi du coté des Anglais qui avaient mis la main sur les moulins a papier et sur la commercialisation de celui-ci. La réduction des privi-

leges et l'interdiction du transport du papier hors du royaume améliorerait la position de cette branche.

Afin de développer l'ensemble des activités industrielles, l'Etat devrait tout faire contre l'oisiveté, c.a.d. "attirer (tout le monde) au travail par les appâts de l'honneur et par l'amorce du profit".<sup>32/</sup> Il prend l'exemple des Anglais et des Flamands mais surtout il supplie le roi et la reine-mère "de considérer, comme les villes de Hollande, Zélande et Frise de petites bourgades sont devenues grandes et admirables cités".<sup>33/</sup> Ce n'est pas par le gibet mais par le collier qu'il faut lutter contre le phénomène du vagabondage. Le principal modèle est encore la Hollande mais il fait remarquer aussi la Suisse et certaines villes allemandes.

Pour Montchrestien, le progrès réalisé par la Hollande s'explique par des raisons touchant la structure économique et sociale du pays. Écoutons-le: "si...quelqu'un d'entr'eux ... veut faire l'établissement d'une utile industrie, demandant pour cet effet aux États quelque place commode, il l'obtient quand et quand,<sup>34/</sup> ... et ... il a les privilèges raisonnables pour s'assurer les fruits de son invention, et n'est jamais fraudé sous le gage de la foi publique.... les plus gentils esprits ... y font gloire de chercher et profit de trouver quelque ingénieux et utile artifice au moyen duquel les arts... puissent venir à une pratique plus facile; ... de là leur réussit un grand fruit, d'autant que par engins et outils d'invention mécanique ils soulagent ... le labeur des hommes ... diminuent les frais de la besogne, ... ce qui leur permet ... de nous donner les marchandises à si petit prix."<sup>35/</sup>

L'Etat aurait interet a les imiter "étant donné que "il faut déployer tous artifices pour y faire venir l'argent ..."<sup>36/</sup>

Comme nous voyons bien, tous les argument de Montchrestien, meme les mercantilistes, visent a assurer a l'industrie française les conditions indispensables pour résister a la concurrence des régions centrales de l'économie-monde moderne. Nous allons voir la meme chose a propos du commerce, mais, géographiquement parlant, avec un horizon plus vaste. Mais, avant tout, Montchrestien se croit obligé a justifier le métier marchand, l'honnête gain, le profit modéré. Il déclare que "l'exercice du trafic fait une grande part de l'action politique" ... "il s'est toujours pratiqué entre les peuples fleurissants de gloire et de puissance". C'est aussi le plus court moyen de s'enrichir et par la richesse monter au comble d'honneur et d'autorité. La preuve en est la Hollande pour nous, Amsterdam et Middelbourg comme "pour nos ancestres" Genes et Venise. "Ce pays est un miracle de l'industrie ... Ja mais Estat n'a tant fait en si peu de temps."<sup>37/</sup> La France avait favorisé la croissance de cet Etat. "Tout va bien jusqu'ici, si le Sion demeure toujours sous l'arbre."<sup>38/</sup>

Il distingue le commerce intérieur et le commerce extérieur: l'un est défensif, l'autre est offensif. L'un est "plus utile, l'autre est plus fameux et hazardeux". "La France est un monde"<sup>39/</sup> elle devrait se permettre de n'acheter que des "choses non ouvrées" a l'étranger et de n'y vendre que "ce qui nous surabonde", pourtant ce n'est pas la France, mais l'Angleterre qui poursuit une politique commerciale protectionniste d'une extreme rigueur".<sup>40/</sup>



La France est "comme une prostituée", les commerçants anglais, hollandais et parfois même les Espagnols y ont libre accès.<sup>41/</sup> Le problème du commerce avec l'Espagne et le Portugal se pose d'ailleurs d'une manière différente. Depuis que ceux-ci ont trouvé le rameau d'or, les Français avaient le monopole de satisfaire aux besoins alimentaires de ceux-ci pour apaiser leur propre faim d'or et d'argent.<sup>42/</sup> Un circuit fermé s'est formé entre les Indes, l'Espagne et la France et, inversement, entre la France, l'Espagne et les Indes. C'est donc de ces sources de métaux précieux que la concurrence anglo-hollandaise voudrait couper la France. La structure des échanges (du blé, de toiles, de draps, de la quincaillerie contre de l'or et de l'argent) montre bien la supériorité française dans cette relation.<sup>43/</sup> Quand Montchrestien se plaint que les "sang-sues" étrangers "amassent tout l'or et l'argent de France pour l'emporter qui a Siville qui a Lisbonne, qui a Londres, qui a Amsterdam, qui a Middelbourg à l'aide d'un taux d'emprunt un peu plus élevé qu'offriraient les Français, il fait état du ralentissement des affaires en France; "ne sachans plus ou faire profiter ce peu d'argent qui nous reste, nous fermons les yeux à tous hazards."<sup>44/</sup> Les étrangers - dit-il - "nous bouchent toutes les advenues du profit".<sup>45/</sup> C'est le même phénomène dont se plaindra Harpagon une demi-siècle plus tard: "... bien heureux qui a tout son fait bien placé et ne conserve seulement que ce qu'il faut pour sa dépense."<sup>46/</sup> C'est aussi la cause de la transformation d'une partie de la bourgeoisie aisée en noblesse de robe.<sup>47/</sup>

Montchrestien réalise d'une manière très instructive

l'examen des relations franco-anglaise, franco-hollandaise, franco-espagnole.

Prenant pour prétexte les excès du protectionnisme anglais, il demande au roi de traiter les Anglais en France aussi sévèrement que possible: il insiste donc sur l'importance des restrictions protectionnistes. Par contre, il souligne que "Nous n'avons rien de semblable à proposer contre les Hollandais" ... "Nous n'avons que faire de craindre à l'advenir de leurs mauvais traitements; car, si nous allons chez eux, il faudra que ce soit comme escoliers; pour apprendre à vivre et à gagner, s'il se trouve lieu: ce sera le plus grand profit que nous y puissions faire. Pour le reste la place est prise."<sup>48/</sup> Il n'ont pas besoin de mener une politique mercantiliste: - ils sont les plus forts.<sup>49/</sup>

En Espagne, les commerçants français ont toutes sortes de facilités, mais les colonies leurs sont interdites. Il sait que les Espagnols ont besoin de la liberté du commerce en France, sans laquelle - je cite - "ils ne pourraient pas garder leurs Indes, ni les faire valoir".<sup>50/</sup> On peut donc leur imposer le commerce "réciproquement libre"; puisque toutes les provinces de France sont ouvertes et libres à l'Espagne, "pourquoi la plus grande et meilleure part des provinces de l'Espagne sera-t-elle close et interdite à la France?"<sup>51/</sup>

- Rien à proposer contre les Hollandais, protectionnisme dur pour contenir les Anglais, liberté du commerce face aux Espagnols. Voilà pour ce qui concerne le rapport des forces. -

La problématique du trafic du Levant présente un autre

aspect de clui-ci. Selon Montchrestien, ce commerce "ne peut se faire maintenant qu'avec de l'argent et non plus par commutation de marchandise".<sup>52/</sup> La monnaie de France et celle d'Espagne acquise par le commerce passant en Italie et en Turquie apparaissent a Constantinople ou au Caire et tout cela pour les marchandises de luxe. La soie par exemple vient de Perse mais elle est manufacturée a Genes, Luques, Milan et d'autres villes d'Italie et en partie en Falndre et en Angleterre. Le remede serait l'établissement des manufactures de soie et l'augmentation de la production des draps de laine. Au début, les soies de Sicile et de Messine suppléeraient au défaut. "Pour les laines ... l'Espagne en fournira toujours, sans doute, car elle n'a que peu d'ouvriers. Les perles et les pierreries sont apportées par les Espagnols. Ils devraient payer en deniers comptants les denrées françaises si on se passait de ces choses superflues. Et qui sont leurs concurrents dans le trafic du Levant? - Les Turcs ne viennent pas jusqu'a la France, les Espagnols s'emploient aux Indes - dit-il - et ignore les Italiens. Le quasi monopole des Marseillais a été brisé par les Anglais qui unis en société ont meme leur représentant a la Porte, chez les Turcs; et par les Hollandais "qui nous dépossèdent tous les jours des lieux ou nous les avons menez". Ils operent avec des prix bas et "nous ostent let trafic de la riviere du Sénégal, de toute la coste de Guinée et nous soustraient ... celui de Barbarie" ... ils disent ... eux-memes: que la ou le Holandois pisse il n'y croist rien."<sup>53/</sup> Le grand nombre des navires et l'abondance en toutes manufactures leur permet de se contenter a peu de

gain et les rend particulièrement entreprenants. En plus, ils s'organisent en compagnies dont celle des Indes Orientales et Occidentales sont les plus importantes et aussi les meilleurs exemples pour les Français. L'Etat devrait encourager la formation de telles sociétés.

Le dernier problème abordé dans le second livre est celui du rôle du blé, du vin, du sel, de la laine, des toiles dans le commerce. Montchrestien aimerait rendre leur exportation très chère car ainsi la quantité vendue rapporterait davantage de profit tout en gardant une proportion plus importante pour la consommation intérieure. Notons, que surtout dans le cas du blé et du vin, les intérêts qu'il exprime ne correspondent pas à ceux des gros producteurs agricoles<sup>54/</sup> du Sud pour la plupart. "... les plus dangereux et préjudiciables ... sont les gros fermiers des principales terres (duchez, comtez, baronnies, chastellines, plains fiefs de haubert, éveschez, abbayes, prieurez), qui tiennent les plus beaux greniers du royaume et font un si grand amas de bleds et de vins ... que la plupart des villageois passent sous leur main comme il leur main comme il leur plaît. Ces gens ... ont quasi tous le mot de guet avec les marchands étrangers qui transportent nos denrées ... si bien que toute une province, par le négoce d'un petit nombre, demeurent quelquefois affamés."<sup>55/</sup> Il semble que ce soit la même différence d'intérêts qui lui suggère reprocher à Henri IV - dans le livre sur la navigation - d'avoir tant dépensé pour le creusement du canal de Briare au lieu d'aménager les ports des côtes atlantiques. "... vous auriez maintenant tout

le trafic de l'Orient ... si les marchands français eussent été secondés de son autorité."<sup>56/</sup> La navigation et la colonisation, la conquête de nouveaux Mondes apparaissent pour notre auteur comme le meilleur remède à tous les maux de la société. Il s'agit concrètement de la conquête de l'Amérique du Nord, de "faire connaître le nom de Dieu, notre créateur à tant de peuples barbares, privés de toute civilité, qui nous appellent, qui nous tendent les bras, qui sont prêts de s'assujettir à nous, afin, que par saints enseignements et par nos exemples nous les mettions en la voie du salut."<sup>57/</sup> Derrière cet hymne à la colonisation, se profile l'espoir de retrouver, par la mise en valeur d'un monde immense et magnifique, tout ce dont le commerçant français a été et est en train d'être privé par ses concurrents: les produits de l'Europe du Nord, du Levant turco-italien, de l'Extrême-Orient et du Ponant espagnol.<sup>58/</sup>

Que conclure? - D'abord, que selon Montchrestien, c'est la Hollande qui domine, grâce à sa supériorité qualitative toute l'économie-monde contemporaine et que la seconde place est encore à distribuer entre l'Angleterre et la France, que la distance entre la France et l'Espagne est aussi grande qu'entre la Hollande et la France. On peut conclure aussi que la place de la France dans l'espace méditerranéen dépend de ce qu'elle peut se faire dans l'espace atlantique.

Notes

1. J'utilise le terme avec la meme signification que lui attribue Fernand Braudel qui l'avait créé. Voir: Fernand Braudel: Civilisation matérielle, économie et capitalisme, Paris, 1979, Armand Colin, Tome 3. p. 12-14.
2. Robert Mandrou: La France aux XVII<sup>e</sup> et XVIII<sup>e</sup> siècles, Paris, 1970, P.U.F. p. 122.
3. Immanuel Wallerstein: A modern világgazdasági rend kialakulása, Budapest, 1983, Gondolat, p.126-127. (The Modern World-System, New York, 1974, Academic Press)
4. L'expression est utilisée par Robert Mandrou: Louis XIV et son temps, Paris, 1973, P.U.F. p.27.
5. op. cit.: p.491.
6. op. cit.: II. 507; III. 44.
7. Voir entre autres: note 2. p.115.; Fernand Braudel: L'identité de la France, Paris, 1986, Arthaud-Flammarion, Tome I. p.260-271.
8. Frédéric Mauro: Le XVI<sup>e</sup> siècle européen, aspects économiques, Paris, 1966, P.U.F. p.255-258.; 286-288.; 298-299.
9. Op. cit. p.478.
10. ibid.
11. op. cit. p.514.
12. A.D. Loublinskaia: L'absolutisme français dans le premier tiers du XIII<sup>e</sup> siècle, Moscou-Léningrad, 1965. p.12-14.
13. Antoine de Montchrestien: Traicté de l'oeconomie politique, édité par Th. Funck-Brentano, Paris, 1889, Plon, p.257. .  
Puisque nous citerons encore souvent ce texte, il nous paraît utile d'utiliser M pour remplacer les coordonnées de l'ouvrage.

14. John U. Nef: The Progress of Technology and Growth of Large-Scale Industry in Great-Britain, 1540-1640.  
In: Conquest of the Materiel World, Chicago, 1964.  
Wallerstein, op. cit. p.514.  
Fernand Braudel: L'Identité de la France, Paris, 1986, III. p.333-421.
15. Introduction de Funck-Brentano a l'édition du Traité.  
(voir: note 13.)  
Françoise Charpentier: Les débuts de la tragédie héroïque; Antoine de Montchrestien, Lille, 1981, Université de Lille III., (La vie) 1-152.
16. c.f. Wallerstein, op. cit. p.484.
16. bis. M. p.315.
17. M, p.12.
18. M, p.24.
19. M, p.16.
20. M, p.30.
21. M, p.24.  
c.f. Fernand Braudel: Identité ..., III. p.146-147.
22. M, p.23.
23. M, p.24.
24. M, p.27.
25. Paul Fredericq (Histoire économique des Pays-Bas au commencement du XVII<sup>e</sup> siècle, Bruxelles, 1905, Hayez) pense que toutes les fois Montchrestien écrit Flandre/Flamands, il faut entendre Hollande/Hollandais. Pour la plupart des cas, il a certainement raison, mais pas toujours.
26. M, p.42.
27. M, p.42.
28. M, p.42.
29. M, p.45.

30. M, p.66

31. M, p.81.

32. M, p.101.

33. M, p.101.

34. quand et quand = aussitot = azonnal

35. M, p.119.

36. M, p.120.

37. M, p.142-143.

38. M, p.143.

39. M, p.147.

Bien sur, les auteurs anglais de l'époque développent une conception analogue: cf. Pierre Deyon: Le Mercantilisme, Paris, 1969. Flammarion, pp.52-54.

40. M, p.151-152.

41. M, p.154.

42. M, p.158.

43. M, p. 160.

44. M, p.162-163.

45. M, p.165.

46. Moliere: L'Avare, acte I., scene 4.

47. M, p.168.

48. M, p.207-208.

49. c.f. Fernand Braudel: Civilisation matérielle ..., Tome III. p.487.: "A dire d'historien, la Hollande n'aurait connu aucune forme de mercantilisme ... Toute son activité aboutit a des monopoles. de fait, qu'elle surveille avec vigilance."

50. M, p.210.

51. M, p.219.

52. M, p.221.



53. M, p.228.
54. c.f. Wallerstein: op. cit. p.484.
55. M, p.260-261.
56. M, p.308.
57. M, p.320.
58. M, p.322-333.



EDIT SOÓS

UNIVERSITÉ ATTILA JÓZSEF

Le mouvement communiste naissant et la question coloniale

(Les communistes français et espagnols sur la guerre du Rif)

Au début de ce siècle, on voit naître autour du Maroc un des conflits internationaux les plus dangereux en raison de la rivalisation impérialiste pour la colonisation de ce pays entre Français et Espagnols. Plus d'une fois, cette région est devenue le foyer des crises de guerre, ce qui a placé le mouvement socialiste devant un dilemme sérieux.<sup>1/</sup> En 1912, le traité de Fes fait du Maroc un protectorat français et espagnol (la région du Rif, au Nord du pays). Le problème marocain semble donc être résolu. Mais la fin de la guerre mondiale a de nouveau rendu possible rebondissement de l'affaire, le pays occupe le premier plan de l'intérêt international: au mois d'août de 1921, les tribus du Rif dirigées par Abd-el-Krim ont battu les Espagnols à Anoual. C'était le début d'une guerre de cinq ans à laquelle participeraient aussi les Français à partir de 1925.

Cette guerre a placé le mouvement communiste naissant et surtout les communistes français et espagnols devant une rude épreuve. La modification de l'appréciation du caractère de cette guerre nous témoigne aussi de la formation d'une prise de position communiste rompant avec la conception socialiste formée sur la question coloniale.<sup>2/</sup>

D'une part, les communistes espagnols ont envisagé la

défaite d'Anoual du point de vue des perspectives de la révolution socialiste et ils pensaient que la poursuite de la guerre rendrait encore plus aigües les tensions sociales et politiques jusqu'à amener le capitalisme espagnol à son échec. "La classe possédante est dans une impasse; la continuation de la guerre africaine, c'est la révolution; le renoncement, c'est le discrédit comme puissance capitaliste et l'écroulement du rêve impérialiste."<sup>3/</sup> D'autre part, ils ne voyaient dans la lutte anticolonialiste des Riffains qu'une manifestation quelconque de la rivalité des puissances impérialistes sans constituer un élément intégrant du mouvement révolutionnaire international. Puisque la lutte contre les colonialistes ne s'étendait pas sur le Maroc entier ils pensaient être en présence d'une des habituelles insurrections tribales. Toute la résistance armée, croyaient-ils, n'était que l'oeuvre de "quelques tribus montagnardes" dirigée par un chef de tribus appelé Abd el Krim qui procurait les armes chez les Français.<sup>4/</sup>

Les communistes espagnols se tenaient encore, en 1923, à cette opinion formée et exprimée en 1921, car ils affirmaient qu' Abd el Krim était "un agent de la politique française. Il vise à chasser les Espagnols de la côte d'Afrique et à se placer ensuite sous la suzeraineté française." La guerre même n'est autre chose qu'un conflit entre les impérialistes français et anglais, le soldat espagnol se battant pour les intérêts de l'Empire britannique."<sup>5/</sup>

La guerre au Maroc a réellement avivé les tensions et les contradictions de la société espagnole jusqu'à rendre impossible à la classe dirigeante de s'assurer le pouvoir à

l'aide des vieilles méthodes. Le 13 septembre 1923, Primo de Rivera, "l'Africain" a introduit -avec le consentement actif du roi- une dictature militaire dans le pays. Le parti communiste a été mis dans l'illégalité.

Il faut savoir qu'à cette époque et le P.C.F. et l'Internationale Communiste avaient tendance à concentrer leur attention à l'Algérie et à la Tunisie où les insurrections tribales cédaient les pas en raison aussi de l'activité des communistes devant les formes plus développées de la lutte politique. Tandis qu'au Maroc ils n'existaient pas encore les moindres traces des formes organisationnelles de telles luttes.

Deux facteurs ont attiré l'attention des communistes français à la lutte des Riffains: l'intervention militaire française de plus en plus caractérisée et les critiques formulées de la part de l'Internationale Communiste à propos de la politique (théorie et pratique également) du P.C.F. concernant la colonisation.

Abd el Krim a pu éviter le conflit direct avec la France jusqu'en 1924, quand ceux-ci ont occupé une vallée d'importance stratégique; la contre-offensive des Riffains constitue le début de la guerre franco-riffaine.

La position des communistes français au sujet de la colonisation a été formée avant tout en fonction d'Algérie. Quand l'IC a critiqué le parti, elle l'a fait à propos de l'activité des groupements communistes algériens. Les critiques avaient pour conséquence, en 1924-25, due aussi à la dure contrainte de la guerre franco-riffaine, la propagation de la position marxiste-léniniste parmi les communistes français.<sup>6/</sup>

C'est en 1924, que le mouvement communiste - y compris aussi l'IC - modifie son opinion sur la guerre des Rifs. Il n'y voit plus un conflit intérieur au Maroc, une rivalité entre les différentes tribus mais un événement ayant ses rapports étroits avec les luttes de la classe ouvrière européenne. "La défaite coloniale affaiblit grandement les ennemis et les tortionnaires du travailleur de la Péninsule et constitue un facteur de libération... l'épisode marocain a beaucoup plus qu'une importance locale. Les peuples coloniaux, alliés naturels des prolétaires d'Europe, sont en marche."<sup>7/</sup>

En 1924, les communistes font connaître au public, d'une manière retentissante, leur position à propos de la guerre au Maroc. Pierre Semard et Jacques Doriot ont envoyé un télégramme à Abd el Krim, et ce télégramme a été rendu public sur les pages de l'Humanité, le 11 septembre. Dans ce télégramme, les communistes "saluent la brillante victoire du peuple marocain sur les imperialistes espagnols. Ils félicitent son vaillant chef Abd el Krim; espèrent qu'après la victoire définitive sur l'impérialisme espagnol, il continuera, en liaison avec le prolétariat français et européen, la lutte contre tous les impérialistes, français compris, jusqu'à la libération complète du sol marocain." Ce télégramme est le premier document manifestant une solidarité ferme et sans ambiguïté de la part des communistes avec la lutte d'Abd el Krim.

L'organisation des jeunes communistes a pris l'initiative, commune avec les jeunes communistes espagnols en 1924, d'organiser dans l'armée des actions contre la guerre. Ils incitaient les soldats français et espagnols à la frater-

nisation avec les Riffains.<sup>8/</sup>

Quant à la CGTU, elle a eu des succès dans l'organisation des ouvriers coloniaux en France. En décembre 1924, les travailleurs venus de l'Afrique du Nord ont tenu leur premier congrès à Paris. Les 150 délégués représentant les ouvriers algériens, tunisiens et marocains ont félicité Abd el Krim à l'occasion de sa victoire sur les Espagnols et exprimaient en même temps, dans un télégramme, leur solidarité.<sup>9/</sup>

Ces prises de position et ces actes signalent que le parti communiste rompt avec les traditions social-démocrates pour ce qui concerne la question coloniale; il rejette l'idéologie de la "mission civilisatrice" et soutient aussi dans les luttes politiques quotidiennes le combat des peuples colonisés. Les membres du parti prennent conscience, d'une manière de plus en plus claire, de l'importance du problème colonial. On constate une modification radicale aussi dans l'analyse du rapport entre la révolution prolétarienne du pays colonisateur et le mouvement anticolonialiste. Même les communistes appartenant à l'aile gauche du parti (comme Vaillant Couturier, Marcel Cachin) avaient cru que la révolution socialiste devait vaincre d'abord dans le pays colonisateur pour que les forces révolutionnaires des pays colonisés eussent leur chance de l'emporter. Ce n'est qu'à partir de l'automne de 1924 qu'on voit paraître des articles dont les auteurs rejettent cette conception erronée. "Ce serait une erreur de croire qu'il faut attendre la révolution communiste en Europe pour libérer la masse des peuples coloniaux du joug impérialiste... la lutte des peuples coloniaux pour leur indépendance affaiblit

considérablement l'impérialisme et facilite la lutte émancipatrice du prolétariat européen."<sup>10/</sup> Dans une France victorieuse dans la Grande Guerre et imprégnée d'un nationalisme sans bornes il n'était pas facile de faire la propagande à de telles idées; les milieux ouvriers mêmes y étaient quasiment hostiles. Toutefois, ces articles devaient participer à l'offensive consciente que la gauche du parti - compte tenu aussi des directives de l'Internationale Communiste - menait contre les traditions idéologiques et organisationnelles social-démocrates et pour la formation d'un parti marxiste-léniniste de nouveau type: En fait, la question coloniale constituait un secteur important de ce combat.

La réévaluation du problème riffain - et du rôle d'Abd el Krim - a eu lieu jusqu'au printemps de 1925. "Depuis 1921, le problème marocain a aussi pour l'Espagne un autre caractère. Jusqu'alors l'impérialisme espagnol ne rencontrait que l'hostilité de quelques tribus qui s'insurgeaient sporadiquement, sans raison ni objectifs politiques ... L'apparition d'Abd el Krim à la tête des Africains modifia toutes les données du problème. Abd el Krim est le chef d'un mouvement d'indépendance africain."<sup>11/</sup> Selon les communistes, les Français avaient même appuyé, au début au moins, Abd el Krim. Mais, dès qu'il a remporté des succès militaires et dès qu'il est devenu clair que l'on ne pouvait pas le corrompre comme les autres chefs de tribus, ils commençaient de parler du danger "que présenterait l'existence d'une république indigène dans le Nord du Maroc".<sup>12/</sup> Mais les communistes continuaient à estimer que la rivalité impérialiste, à propos du Maroc, transformerait



la région en un foyer de guerre mondiale. "La menace d'une nouvelle grande guerre se fait sentir. Nous avons encore présent à la mémoire le « conflit d'Algésiras » qui, en 1911, faillit provoquer une guerre mondiale... Les conflits d'intérêts des pays impérialistes au sujet du partage de l'Afrique du Nord se sont aggravés. L'extension de la sphère d'influence de la France aux dépens de l'Espagne renverse l'équilibre, en Afrique, et peut facilement aboutir à une nouvelle guerre mondiale."<sup>13/</sup> Les communistes ont exagéré le conflit entre les impérialistes: la situation n'était pas la même en 1924-25 qu'en 1913-14. Après la guerre, les puissances impérialistes victorieuses ont réglé, pour un temps, leurs conflits au détriment de l'Allemagne et de ses alliés. Le Maroc n'a pas fait partie des questions à discuter pendant les négociations sur la paix. L'Espagne n'était pas un véritable concurrent, l'Angleterre a nettement modifié son attitude temporisatrice, en 1924. Londres avait peur de la propagation de l'exemple riffain dans ses propres colonies, et a pris position pour la destruction de la République du Rif. Toutefois, pour éviter les complications internationales, elle ne voulait pas y participer.<sup>14/</sup>

Au printemps de 1925, plus d'une demi million de soldats - français pour la plupart - s'opposaient déjà à l'armée d'Abd. el Krim comptant de 20 à 30 mille insurgés. Un comité d'Action contre la guerre s'est formé au mois d'avril sous la direction de Maurice Thorez. Les jeunes communistes, la CGTU, l'union des anciens combattants, les veuves de guerre et les intellectuels groupés autour de la Clarté se sont adhésés à ce comité

En 1925, au mois de mai, le Bureau Oriental de l'Internationale Communiste a émis appel signé par ses dirigeants français et espagnols. Il attirait l'attention aux dangers internationaux de la guerre au Maroc et invitait à empêcher l'élargissement de la guerre.<sup>15/</sup> Les événements en France, au printemps 1925, témoignent de la formation d'un mouvement hostile à cette guerre et capable de mobiliser des masses importantes.

Le comité d'action, dans son appel publié le 14 mai après avoir souligné le lien entre la guerre et le régime capitaliste, a rejeté la responsabilité du déclenchement de la guerre sur les grandes banques et sur la clique militaire. Les objectifs du mouvement ont été condensés dans des mots d'ordre comme paix immédiate avec les Riffains, fraternisation entre les soldats français et rifains, la reconnaissance de la République du Rif, l'évacuation du Maroc par les troupes étrangères et la reconnaissance du droit des peuples à l'autodétermination.<sup>16/</sup>

Dans leur propagande pour la fraternisation, les communistes ne faisaient que répéter les objectifs formulés par Lénin: la guerre impérialiste doit être transformée en guerre de classe, en guerre civile. L'objectif fondamental était non pas d'arriver à une fraternisation des tranchées, mais de pousser les soldats à une révolte contre la guerre, à renforcer leur esprit révolutionnaire.<sup>17/</sup>

Après les grandes démonstrations organisées par le comité d'action contre la guerre, la CGTU s'est adressée dans une lettre ouverte à la CGT afin de former un front uni. "Niemand kann den wieklichwn Charakter der Ereignisse in Marokko und die volle

Venantwortlichkeit der französischen Regierung für dieses gefährliche Abenteuer mit Stillschweigen übergehen".<sup>18/</sup> Quant au slogan à choisir, elle proposait réclamer la paix immédiate et l'évacuation militaire du Maroc. La CGT et les socialistes -exception faite de quelques fédérations (Nord, Haute-Vienne)- ne paraissaient pas être prêts au front uni. La CGTU, pour donner un nouvel élan au mouvement contre la guerre, a donc organisée des congrès ouvriers. C'est au congrès de Paris, le 5 juillet, que la proposition en faveur d'une grève générale de 24 heures a été formulée. Les congrès régionaux organisés entre juillet et octobre ont admis cette proposition.

Les 21 et 22 juillet, la conférence de Berlin des Organisations Européennes des Jeunes Communistes a adressé un appel aux jeunes Français. Ce document est caractérisé par une hostilité très marquée à la guerre et la social-démocratie et -avec une exagération de révolutionnaire- il considère le mouvement antimilitariste comme une étape de la lutte pour la mise en place de la dictature du prolétariat.<sup>19/</sup> Les communistes ont tenté de former un front commun avec les socialistes. Au cours de l'été, il y a une négociation entre les délégations de la CGTU et la CGT. Mais elles ne pouvaient pas se mettre d'accord. Toutefois, une partie des membres du parti socialiste et de la CGT a participé dans des actions communes avec les communistes. Léon Jouhaux, président de la CGT et secrétaire de l'Internationale Ouvrière Socialiste a catégoriquement refusé l'idée d'un front commun avec les communistes et les a invités à donner au gouvernement français un appui bien que critique. Il a formulé sans ambiguïté sa

\*

prise de position dans son article intitulé Affaires marocaine:

"Le gouvernement doit confronter un fait, et dans cette situation de danger il n'y a aucun doute de la justesse de sa démarche. Nous avons confiance en gouvernement."<sup>20/</sup>

Ce n'était pas l'opinion des masses travailleuses. Plusieurs centaines de milliers de travailleurs ont participé à la grève générale du 12 octobre.

La presse bourgeoise - et c'est encore l'avis de plusieurs historiens - faisant état d'un nombre moins important de participants qu'estiment les communistes, parle de l'échec de la grève et de la politique communiste. Mais la signification et l'importance de cet événement n'est pas de caractère arithmétique mais politique. Sa vraie portée réside dans le fait que depuis la guerre mondiale ce fut la plus grande manifestation de masse pour soutenir la lutte anticolonialiste des peuples colonisés et pour s'opposer même temps au système capitaliste il n'est pas exagéré de dire que le jeune Parti Communiste Français a fait ses premières armes et du point de vue idéologique et du point de vue organisationnelle. Il s'est formée une nouvelle approche de la question coloniale et son anticolonialisme - plutôt verbal jusque là - a pris corps dans une lutte politique de masses, et c'était un phénomène totalement nouveau dans l'histoire du mouvement ouvrier français. C'est alors que le parti jette les bases de son anticolonialisme militant et que la solidarité active avec les luttes de libération nationale des peuples colonisés s'est intégrée dans sa politique d'une manière organique. Son attitude manifestée à l'occasion des guerres d'Indochine et d'Algérie trouve ses origines dans le mouvement de masses organisé pour le soutien des Riffains

révoltés contre le colonialisme. C'est alors qu'ils ont pu éveiller dans une bonne partie de la population non seulement un anticolonialisme actif mais aussi le rejet du chauvinisme. L'antimilitarisme aussi a reçu une nouvelle définition: face un pacifisme neutre, ils ont souligné le caractère de classe de la guerre et ainsi, l'antimilitarisme devait revêtir un caractère anticapitaliste. Ils ont pu affaiblir les positions de l'anarchosyndicalisme par le fait d'avoir lié les revendications sociales des travailleurs et les objectifs politiques.

Les conséquences positives du mouvement aboutissant à la grève générale et de la lutte politique ne se sont pas manifestées tout de suite. Les efforts pour clarifier les positions idéologiques se sont poursuivis aussi à l'intérieur du parti, tandis qu'on a vu apparaître les insuffisances et les erreurs pouvant empêcher l'élargissement et l'approfondissement du mouvement de masses. Pour être admis au comité d'unité prolétarienne on devait adhérer sans réticence aux slogans exigeant la fraternisation et le retrait immédiat des troupes au Maroc. Et c'était une erreur, car ceux qui étaient prêts à se battre contre la guerre n'avaient pas forcément rompu avec leur position antérieure à l'égard de la colonisation.<sup>21/</sup> On doit qualifier de gauchiste aussi le slogan exigeant la transformation de la guerre en guerre civile. A l'occasion de sa réunion au mois de mars de 1926, l'Internationale Communiste a mis cette question à l'ordre du jour et a insisté sur le caractère erroné de ce slogan tout en soulignant que la guerre du Rif n'était pas une guerre mondiale née de la crise du système impérialiste mondial mais une guerre coloniale.<sup>22/</sup>

Dans le parti, la position de ceux qui refusaient la fraternisation et sosusestimaient la guerre des Riffains restait encore très forte. On pouvait rencontrer aussi l'opinion que la guerre dirigée par Abd el Krim ne servait que les intérêts des grands seigneurs féodaux.<sup>23/</sup> Ces vues ont été écartées grâce à des efforts continus. Le V<sup>e</sup> Congrès (Juin 1926) a renforcé la ligne marxiste-léniniste. Même si - contrairement à l'affirmation d'André Ferrat - la politique gauchiste et schématique n'a pas été éliminée comme en témoigne l'histoire ultérieure du parti, on peut être d'accord avec l'avis que les communistes analysaient d'une manière plus juste la situation en France et les raisons de cette situation.<sup>24/</sup> Pendant toute la campagne contre la guerre au Maroc, on était en présence de deux lignes politiques à l'intérieur du mouvement ouvrier: la ligne social-démocrate et la ligne communiste.

Notes

1. Pour cette question voir Jemnitz, János: A háború veszélye és a II. Internacionálé (1911-14). (Le danger de guerre et la Deuxieme Internationale.) Akadémiai Kiadó, Budapest 1966: (en hongrois)
2. Dans cet article je n'ai pas l'intention de retracer ou d'analyser les événements. Mes efforts visent à suivre les modifications et les transformations de l'attitude des communistes français et espagnols à l'égard de la guerre du Rif. J'ai pour mes sources les articles et documents publiés par la revue du PCF (Cahiers du Bolchévisme) et par la revue officielle de l'Internationale Communiste (Inprekorr, Correspondance internationale, Kommunistitcheski International).
3. Juan Pinazo: Abandon du Maroc ou la révolution. Vie ouvriere, le 26 aout 1926. Cité par: Maria-Rosa de Madariage: Le Parti socialiste espagnol et le Parti communiste d'Espagne face a la révolte rifaine. In Abd el Krim et le République du Rif. (Szerk.: René Gallissat) Maspero 1976. 344.
4. Rosé: L'aventure espagnole au Maroc. La Correspondance internationale, le 19 novembre 1921.
5. Joaquin Maurin: L'Espagne actuelle. Le débâcle capitaliste. La Correspondance internationale, le 22 septembre 1923.
6. Quant à la modification de l'attitude du PCF à l'égard de la question coloniale et quant à la critique formulée par l'Internationale Communiste voir: Nagy László: Le Komintern le Maghreb. Revue tunisienne de sciences sociales 1983. n<sup>os</sup> 72-75. pp. 99-106.

7. R.A.: La défaite de Primo de Rivera au Maroc. La Correspondance internationale, le 17 septembre 1924.
8. Madeleine Rebérioux: De la Ruhr au Rif. Les J.C. et l'antimilitarisme. Politique aujourd'hui, janv.-févr. 1976. 75.
9. Le Paria, décembre 1924.
10. El Djazairi: Le Parti communiste et la question coloniale. Cahiers du bolchevisme, le 2 janvier 1925., L'article de Marcel Cachin dans l'Humanité le 18 octobre 1925.
11. J.A.R.: Les Espagnols au Maroc. Cahiers du bolchévisme, avril 1925.
12. L. Kitaigorodski: Les Français au Maroc. Cahiers du bolchévisme, mai 1925.
13. "La menace d'une nouvelle grande guerre se fait sentir. Nous avons encore présent à la mémoire le 'conflit d'Algésiras' qui, en 1911, faillit provoquer une guerre mondiale ... Les conflits d'intérêts des pays impérialistes au sujet du partage de l'Afrique du Nord se sont aggravés. L'extension de la sphère d'influence de la France aux dépens de l'Espagne renverse l'équilibre en Afrique et peut facilement aboutir à une nouvelle guerre mondiale."
14. Germaine Ayache: Les implications internationales de la guerre du Rif. In Etudes d'histoire marocaine. Rabat 1979. 376.
15. Appel du Bureau oriental du l'Internationale communiste, le 25 mai 1925. Cahiers du bolchévisme, juin 1925.



16. Kózli: Jacques Jurquet: La révolution nationale algérienne et le Parti communiste français I. 1. Paris 1974. 255.
17. H. Carlier: Avant la nouvelle offensive au Maroc. Cahiers du bolchévisme, mars 1926.
18. Offener Brief der CGTU andie CGT. Inprekorr, le 30 mai 1925.
19. Die Konferenz der Kommunistischen Jugendverbände Europas an die Kommunistische Jugend Frankreiches. Inprekorr, le 1<sup>er</sup> aout 1925.
20. Cité Par: A. Lozovszkij: Paris-Breslau-Sapbora. Internationale kommuniste, 1925. 109. (en russe)
21. A Francia Kommunista Párt története. (Histoire du PCF) Kossuth Könyvkiadó 1968. 104-105. (en hongrois)
22. Résolution sur la question française. La Correspondance internationale, le 25 mai 1926. 706.
23. Saint-Jacques: Sur le probleme rifain. Cahiers du bolchévisme, 1926. mai, 1422.
24. André Ferrat: Histoire du P.C.F. Paris 1931. 102.



ABDERRAHIM TALEB

ENSEIGNANT A L'UNIVERSITÉ D'ALGER

Le mouvement syndical Algérien de 1943 à 1954 et ses  
rapports avec les partis politiques

Depuis la création de l'U.G.T.A. ; le 24 FEVRIER 1956 ; le mouvement syndical algérien a toujours vécu sous l'hégémonie du F.L.N. L'exercice de cette hégémonie s'est traduit par des effets à caractères politique, économique et social.<sup>1/</sup> Ce sont ces effets avec les luttes qui se sont déroulées sur le terrain d'application qui nous a amené à réfléchir sur les rapports ayant pu exister dans le passé, avant le 1er NOVEMBRE 1954, entre les syndicats et les partis politiques de l'époque essentiellement le P.C.A. et le M.T.L.D. Cette lutte pour la conquête des appareils du syndicat est-elle liée seulement à l'exercice du pouvoir acquis après 1962? La classe ou les couches sociales qui exercent leur autorité politique en Algérie depuis l'indépendance nationale à travers la légitimité du parti unique le F.L.N. sont-elles mues seulement lorsqu'elles jettent leur exclusive sur toutes les autres tendances et courants politiques-par la volonté de vouloir garder ce pouvoir ou bien existe t-il d'autres mobiles comme par exemple des questions d'ordre idéologiques? Ou bien cette lutte qui se déroule aujourd'hui et qui ne se limite pas hélas à la seule utilisation de l'explication et la conviction politique mais est doublée de plus en plus par l'utilisation de la force répressive - intimidations, déplacements, arres-

tations ou licenciements de syndicalistes, ... a-t-elle des racines lointaines? Ceci nous a amené à rechercher pour la période de 1943 à 1954 les rapports qui ont pu exister entre les syndicats - il s'agit ici exclusivement de la C.G.T. - et les partis politiques. Y avait-il un hégémonisme d'un quelconque parti qui s'exerçait sur ce syndicat ? et dans l'affirmatif comment sur le terrain opérationnel était exercée cette activité? Nous verrons aussi comment dans le cadre de la lutte pour la conquête des masses qui opposaient ces différents partis, -et dans ce cadre les appareils syndicaux constituaient un instrument important - réagissait le mouvement syndical dans ses structures internes?

De 1943 à 1954, le pays a subi de profondes transformations et sur tous les plans.

Poussée démographique très forte. Le recensement de 1948 évaluait la population totale de l'Algérie à 8.600.000 habitants et en 1954 à 9.500.000, soit un accroissement de l'ordre de 10,46%. Quant à la population urbaine pour les communes qui avaient plus de 10.000 habitants; elle était estimée en 1948 à 2.600.000, et en 1954 à 3.100.000, soit un accroissement de l'ordre de 19,23%.<sup>2/</sup> Ces deux pourcentages, - le premier 10,46% et le second 19,23% - nous montrent que nous sommes en face d'un très fort exode rural. Les villes qui s'agrandissent rapidement vont devenir le centre nerveux de toutes les luttes politiques et sociales qui se déroulent dans le pays, et le mouvement syndical est un phénomène essentiellement urbain. Il constitue donc, un enjeu important pour l'exercice de l'hégémonie politique,

en considération de la masse des travailleurs qu'il regroupe et surtout qu'il organise, par la place qu'il occupe dans la société et par les pressions qu'il exerce lorsqu'il se met en mouvement. Il était naturel que les partis politiques aient voulu exercer leur hégémonie sur les syndicats par l'exclusion de toutes les autres tendances.

Sur le plan politique le pays a connu au cours de toute cette période, des luttes très dures marquées par une grande violence, 08 MAI 45,<sup>3/</sup> dissolution de l'O.S. mars 1950,<sup>4/</sup> les grèves répétées et massives de 1947 à 1954<sup>5/</sup> les campagnes électorales etc... La revendication de l'indépendance devient une force qui mobilise tout un peuple, et dans ce cadre, il fallait pour chacun de ces partis qu'il puisse exercer son hégémonie sur tout le pays dans la perspective de la reconquête de la souveraineté nationale.

Développement du secteur industriel par l'installation après 1945 de nouvelles entreprises de tailles relativement beaucoup plus importantes que celles qui existaient auparavant exemple Acilor, Verreries d'Afrique du Nord, Cablaf. LIT etc. Certaines parmi ces entreprises regroupaient jusqu'à 500 travailleurs et même plus. Ce développement du tissu industriel autorise Jacques Peyrega à déclarer en 1955 devant la commission du plein Emploi et de la Main d'Oeuvre que "l'Algérie tend à atteindre le stade de l'économie complexe, et l'on peut dire que bien qu'il soit insuffisant le développement de l'industrie est le trait le plus marquant de l'évolution du pays depuis la guerre".<sup>6/</sup> Décormais la classe ouvrière est la catégorie sociale qui grandit et par son organisation,

elle est capable lorsque les conditions subjectives sont remplies de jouer un rôle d'avant-garde jusqu'à prendre la direction des luttes. Pour les différents partis politiques une tâche importante les attendait, c'est l'exercice de leur hégémonie politique sur cette catégorie sociale en croissance rapide, etc....

Le paysage économique social et politique de l'Algérie ayant beaucoup changé, le mouvement syndical s'il voulait avoir encore une activité de masse devait obligatoirement tenir compte de toutes ces transformations.

Jusqu'en 1946 le syndicat algérien connaissait une seule forme d'organisation représentée par la structure horizontale. Le pays était divisé en trois unions régionales: Alger, Oran, Constantine et en certain nombre d'unions locales en fonction de l'importance du nombre des syndiqués. Le corps des métiers appelé structure verticale ne possédait aucune forme d'organisation, en plus chacune de ces trois unions régionales était en liaison directe avec le siège parisien de la C.G.T. Des transformations organiques étaient nécessaires et ceci en liaison avec les mutations qui se sont opérées dans le pays. Faisant le compte-rendu de la conférence algérienne des syndicats qui s'était tenue à Alger les 26 et 27 Juin 1946 Roger ROUZEAU secrétaire de l'Union Régionale d'Alger écrit "il n'est pas douteux que le mouvement syndical algérien a devant lui des problèmes qui sont spécifiquement algériens les salaires, les classifications la question des zones, les lois sociales, la législation du travail, même les indemnités ou primes sont l'objet de textes spéciaux

qui réclament une action particulière. Ce qui illustre bien que nos Unions ne sont pas des Unions Départementales de France, dont l'action consiste à appliquer les directives données par le bureau confédéral et la commission administrative de la C.G.T. D'autre part, il faut que nous comprenions que nous sommes en Algérie dans un pays où les 7/8 des travailleurs sont soumis à un régime colonialiste, à un régime d'oppression, d'étouffement des plus élémentaires aspirations à la liberté et à la démocratie... Telles sont les raisons qui incitaient la conférence de juin dernier à penser que le mouvement syndical devait s'organiser en fonction de ses besoins, des tâches qui lui incombent, des conditions algériennes de son travail, et de son unité."<sup>7/</sup> Et conformément au résultat de cette analyse, le 10 et 11 décembre 1946 se constitue le comité de coordination des syndicats confédérés d'Algérie CSSA, et pour toute la période de 1947 à 1948 se mettent progressivement en place les Unions Algériennes d'industrie. Un premier pas vers l'adaptation des structures syndicales au pays est ainsi réalisé, et une première ébauche vers l'autonomie syndicale est engagée. Le mouvement de grèves que connaît le pays de 1947 à 1954; celle des mineurs des dockers, des ouvriers agricoles, des hospitaliers, ceux du secteur de l'industrie, des services... grèves très souvent dures et violentes approfondissent davantage cette autonomie du mouvement syndical: "en 1952 nous a déclaré Lakhdar Kaidi le mouvement syndical s'est trouvé pratiquement autonome, se dirigeant librement, déterminant, son orientation sur place, menant son action sans se réfère-

rer, et sous aucune forme a la C.G.T." Et il ajoute: "sur le plan organique, cela s'est traduit par le fait que le mouvement syndical était arrivé à une situation de presque coupure. Il ne participait plus aux différents congrès de la C.G.T., comme cela se passait auparavant. En 1952, les délégués algériens au congrès de la CGT l'étaient en tant qu'invités au même titre par exemple que la délégation soviétique, tchèque, ou italienne. L'inverse était aussi vrai; les délégués de la C.G.T. assistaient à nos congrès eux aussi en tant qu'invités".<sup>8/</sup> C'est ainsi, par exemple, qu'au III congrès de la F.S.M. qui s'était tenu en Octobre 1953, et dont l'un des principaux points à l'ordre du jour était le problème des colonies "le développement du mouvement syndical dans l'ensemble des pays coloniaux, et dépendants", Comité de Coordination des Syndicats Confédérés d'Algérie avait sa propre représentation, distincte et autonome de la C.G.T. En Plus trois délégués algériens: Driss Oudjin, Lakhdar Kaidi et Andrés Ruiz avaient été élus dans les différents organes de la F.S.M. Un autre pas vers l'autonomie organique est réalisé par la tenue du congrès constitutif de l'Union Générale des Syndicats Algériens: U.G.S.A. les 24, 25, 26 et 27 Juin 1954 tout en maintenant un lien avec la C.G.T..<sup>9/</sup>

Un bilan des transformations organiques opéré au cours de toute cette période, et tendant à mettre sur pied une centrale syndicale a été malgré tout, un processus très long. En effet, si au niveau de l'analyse théorique la direction des syndicats était arrivée à percevoir l'existence



dans le pays d'un fort courant porteur de l'idée de l'indépendance nationale, en pratique ils n'ont pas su adapter rapidement leurs structures à cette donnée politique. Ces hésitations traduisent certainement l'existence dans les syndicats d'un très fort courant légaliste qui a fini par avoir des implications à caractères réformistes.<sup>10/</sup> L'existence d'une très forte minorité européenne adhérente au syndicat n'est certainement pas étrangère à cette attitude. C'est ce qui nous a amené à voir comment s'est opérée l'algérienisation des syndicats, et de ses appareils au cours de toute cette période.

Les historiens qui ont eu l'occasion de travailler sur le mouvement syndical algérien nous ont donné beaucoup de chiffres pour essayer d'évaluer le nombre des adhérents au syndicat. Tous concordent sur un point: ils affirment la régression des effectifs syndicaux de 1943 à 1954. De plus, selon eux cette régression a touché en priorité l'élément algérien. Nous citerons un seul auteur René Gallissot.<sup>11/</sup> Celui-ci attribue à la C.G.T. en 1945 un nombre d'adhérents s'élevant à 250.000. Après le 8 MAI 1945: "par désarroi dit-il et aussi du fait de la répression les algériens abandonnent en nombre la C.G.T. qui se retrouvent à 80.000 adhérents. En 1950, il estimait le chiffre entre 60 et 80.000 et en 1954, il n'était plus que 60.000 militants, "le syndicalisme dit-il, est devenu marginal".

Il est vrai qu'il y a eu régression dans les effectifs entre 1943 et 1954 mais pour des raisons tout à fait différentes de celles avancées par certains historiens. Ces raisons sont les suivantes:

1<sup>o</sup>. au lendemain du débarquement des alliés sur les cotes d'Afrique du Nord - le 8 NOVEMBRE 1942 - et dans l'enthousiasme qui s'en est suivi, s'est constitué à travers pratiquement toutes les unités de production, d'établissements de services ou d'administration des sections syndicales.<sup>12/</sup> C'est parfois le patron en personne qui poussait à la mise en application de ces sections, d'abord pour se conformer à l'esprit de la libération, - retrouver l'unité nationale, - ensuite pour racher son attitude collaborationniste avec le régime de Vichy: "les patrons étaient dans leurs petits souliers" nous a déclaré Lakhdar Kaidi<sup>13/</sup> et enfin, parce que cela leur permettait avec l'aide de la section syndicale, d'obtenir plus rapidement les produits contingentes dans le cadre de l'économie de guerre. Sur un autre plan, les syndicats n'étaient pas encore dans l'opposition. Leur mot d'ordre était: "produire, produire toujours davantage" pour soutenir l'effort de guerre contre l'Allemagne hitlérienne. Tout-ce qui pouvait entraver la mise en application de ce mot d'ordre était combattu. Au cours d'une assemblée générale des dockers du port d'Oran, tenu en Janvier 1945 le responsable syndical n'hésita pas à reprocher à certains dockers de ne pas travailler pour la collectivité seul but dit il pouvant donner des avantages aux ouvriers du port".<sup>14/</sup> Une mobilisation pour gagner donc la bataille de la production et accroître la productivité fut alors engagé avec le soutien du syndicat C.G.T. Tout arrêt de travail ou grève étaient combattus. Le rapport présenté au 2ème congrès de l'U.D. d'Oran tenu en 1945 rappelle qu'aucune grève n'a été enregistrée au cours des deux années

précédentes et ceci note le rapport "grâce à l'U.D. qui dirigea l'action syndicale dans un sens conforme à l'intérêt national".<sup>15/</sup> Quant à Allal Saadoun, membre de l'U.D. d'Oran, il n'hésita pas en 1946 à rappeler cette période devant le 26ème congrès de la C.G.T. en insistant tout particulièrement sur le rôle du port d'Oran et de ses dockers "le port d'Oran déclara t-il a été plusieurs mois le plus grand port du monde, et si les alliés ont pu obtenir de magnifiques victoires, de Tunisie, d'Italie, et d'Allemagne c'est grâce au labeur incessant jour et nuit des dockers, des cheminots, d'Oranie, et de l'Algérie en général".<sup>16/</sup> De fait, une collaboration s'était établie entre les syndicats et les services du Gouvernement Général. Ces derniers participaient à toutes les activités mises sur pied par le syndicat: congrès, manifestations, défilés etc... Des subventions du gouvernement général leur étaient accordées. Les adhésions affluèrent et partout se constituèrent des Unions Locales. Dans le constantinois, il y en avait à Tebessa, Souk Ahras, Annaba, Duvivier, Guelma, Sedrata, Ain Beida, Khenchela, la Mesquiana, Ain M'lila, Ain Fakroune, El Milia, Jijeli, Skikda, Setif, Colbert, Bordj Bou arreridj, Akbou, M'sila, Sidi-Aich, Bejaia, ...<sup>17/</sup> Abdelhamid Boudiaf dont nous avons recueilli le témoignage a noté la facilité avec laquelle les militants syndicalistes arrivaient à mettre en place les Unions Locales: "Il y avait une soif de l'organisation nous a t-il déclaré" et il ajoute: "c'était généralement autour des ouvriers communaux ou des employés municipaux, et lorsqu'il y avait une gare autour des cheminots que verraient se constituer d'autres sections syndicales permettant ainsi,

la mise en place de l'union locale". La même phénomène a été observé par Ahmed Abid pour le département d'Oran. La C.G.T. est arrivé à mettre en place dans toute la région 18 Unions Locales.<sup>18/</sup> C'est à cette époque que le mouvement syndical fit sa percée chez les ouvriers agricoles en particulier dans la région de Tlemcen,<sup>19/</sup> Ain Temouchent,<sup>20/</sup> dans la vallée de la Soummam<sup>21/</sup> et dans toute la région des Aurès et du Sud constantinois. Plus tard la rapport de force avait totalement changé. Le syndicat était violemment combattu, ce qui entraîna son recul au niveau des adhésions en particulier la où il était difficile de lutter, c'est à dire dans les petites entreprises. Roger Ascensi dans une étude parue en 1953 et analysant les faiblesses organiques que décelaient les syndicats, les trouvait justement dans la dispersion du nombre de travail: "les masses ne sont pas forcément dit-il dans les grandes entreprises occupant 500 travailleurs; elles sont aussi dans ces multitudes de petits ateliers, qui dans toutes les industries sont nombreuses".<sup>22/</sup> La première perte dans les adhésions provenaient justement de ces petits entreprises. Ici les syndicats sont plus facilement combattus.

b. Par la suite, la répression est devenue de plus en plus forte. Il y eu le 8 MAI 1945, les grèves répétées et massives de 1947 à 1954 qui débouchèrent sur la violence physique avec très souvent des blessés et des morts (exemple les incidents du port d'Oran, en février qui entraînerent un mouvement de solidarité dans toute la "Ville Nouvelle",<sup>23/</sup> ceux de la briquetterie de Lafarge à Constantine en février 1954, où

on releva un mort et plusieurs blessés<sup>24/</sup> ... Les 1er Mai, n'étaient pas la fête des travailleurs, mais des journées de lutte où on sortait pour affronter les forces de police exemple, les incidents sanglants qui eurent lieu à Oran le 1er Mai 1952. Il y eut ce jour la plus de soixante blessés.<sup>25/</sup> Cet état de violence chronique devait obligatoirement laisser des traces au niveau de la syndicalisation. Dans le cadre de la préparation du Congrès constitutif de l'U.G.S.A. Roger Ascenci analysant les raisons de la régression syndicale y voit: "la répression patronale, et gouvernementale, qui fait que depuis des années les militants C.G.T. sont pourchassés dans les entreprises".<sup>26/</sup> En plus, la nature de ces grèves même lorsqu'elles avaient un mobile exclusivement à caractère revendicatif<sup>27/</sup> prenaient vite l'allure de grandes batailles politiques. On y voit intervenir d'un côté non seulement le monde des travailleurs, mais y compris d'autres catégories sociales qui composaient les populations des "médiinas" ou des bourgs avoisinants: exemple, la grève des mineurs de Timezrit,<sup>28/</sup> des ouvriers agricoles d'Ain Temouchent... et de l'autre côté toutes les forces de police: C.R.S. garde-mobilité, gendarmerie, y compris l'armée... le tout appuyé par la milice des colons. Liberté du 20 décembre 1951 décrit ainsi, une grève dans la région d'Ain Temouchent: "sous l'oeil bienveillant et complice de l'administration, certains colons organisent des milices armées pour tenter d'intimider et de provoquer les grévistes". Les rapports de police notaient à plusieurs reprises l'inquiétude ressentie par la minorité européenne face à ces mouvements de grève. Celle-ci apprê-

hendait à chaque moment les risques d'un débordement politique exemple, pour les grèves de novembre, décembre 1947 où selon le rapport de police du département d'Alger, établi à cette occasion: "la majorité de la population européenne a pu à un moment donné craindre à juste titre que ces conflits sociaux n'entraînent de graves troubles d'ordre politique sur tout le territoire algérien".<sup>29/</sup>

Donc, ceux qui quittent le mouvement syndical à la faveur de ces luttes ce sont essentiellement les ouvriers d'origine européenne. Quant aux algériens, ils avaient eux plusieurs raisons de se battre. "La direction du P.C.A. nous a déclaré Bachir Hadj Ali vait remarqué à partir de 1947 un afflux d'ouvriers algériens au syndicat".<sup>30/</sup> Or à la même date le M.T.L.D. avait créé sa propre commission des "Affaires syndicales" et un appel fut lancé à tous les travailleurs leur demandant de rejoindre la C.G.T.<sup>31/</sup> Un des membres fondateurs de l'U.G.T.A. Dekkar Rahmoun apporte sur cette période son témoignage: "la plupart des notres dit-il s'inscrivaient à la C.G.T. sur le plan de la formation individuelle, de l'apprentissage du syndicalisme, cela nous fut certainement très utile"<sup>32/</sup>;

c. Le matraquage idéologique, à travers la radio et la presse. André Tuiz dans une étude consacrée au mouvement syndical et les problèmes qu'il rencontre écrit: "les capitalistes disposent d'un appareil de propagande formidable, de moyens financiers puissants; ils utilisent des pressions de toutes sortes contre les travailleurs et aussi la repression la plus brutale. La corruption est un de leurs moyens favoris

pour se créer un réseau d'agents serviles dans le mouvement ouvrier".<sup>33/</sup> On était en pleine guerre froide. Tous les moyens jusqu'à la diffamation étaient utilisées contre les syndicalistes avec en plus les spécificités propres à la situation coloniale. Il était reproché aux syndicalistes à travers les grèves et autres manifestations d'alimenter la "révolte arabe" le nationalisme chauvin. "le slogan du "séparatisme" était colporté avec pour objectif de faire peur aux ouvriers européens d'Algérie. De ce fait, la C.G.T. a fini par être accréditée d'être un "syndicat arabe". Dans l'article cité ci-dessus André Ruiz écrit: "nous avons souvent entendu les travailleurs européens influencés par la propagande colonialiste dire: "c'est vrai que seule la C.G.T. lutte et défend nos revendications mais je n'y adhère pas parceque c'est la C.G.T. arabe".

Donc, une autre raison qui devait entraîner la réduction des effectifs et essentiellement en milieu européen.<sup>34/</sup> L'affirmation selon laquelle les travailleurs algériens auraient quitté la C.G.T. est donc à revoir, et à corriger. La baisse du nombre d'adhérents qu'aurait enregistré la C.G.T. avec les événements du 8 MAI 1945 est venu plutôt du milieu ouvrier européen. C'est le point de vue de plusieurs témoignages que nous avons pu recueillir.<sup>35/</sup> Nous citerons celui de Rachid Dali Bey qui fut envoyé par son parti: le P.C.A. dans la région de Guelma, Setif au moment où se déroulaient les massacres de MAI 1945. A Guelma, et en compagnie de Chiavarini un autre militant du P.C.A.; il convoquait les militants syndicalistes membres de l'Union Locale:<sup>36/</sup> "certains dit-il,

sont venus à cette assemblée générale avec leur armes. Nous avons sincèrement très peur. Nous nous sommes alors limités à leur demander de nous remettre leurs cartes d'adhérents en vue de vérifier les timbres placés. Il fut par la suite décidé de procéder à leur exclusion du parti, et du syndicat, et l'Union Locale de Guelma, a été dissoute. "Sur un autre plan, il y eut la campagne d'amnistie pour la libération des victimes du 8 MAI 1945 lancé par le P.C.A. Le syndicat C.G.T. en fut prenante. leurs militants s'engagèrent totalement dans cette opération et ceux qui refusèrent d'y adhérer furent menacés d'exclusion. Pour ce cas nous avons l'exemple des instituteurs de Tlemcen qui furent "mis en demeure de choisir entre leur adhésion au comité d'initiative ou leur démission du syndicat".<sup>37/</sup> Le témoignage de Lounes Hannouz de BEJAIA mérite également d'être cité. Au moment des événements du 8 MAI 1945 ce dernier se trouvait sous les drapeaux à la frontière franco-allemande. A son retour au pays, - il était originaire de KHERRATA, Août, Septembre 1945 -, il eut la désagréable surprise de constater que plus de la moitié de sa famille, son père adjoint de la santé et ses deux frères avaient été exécutés par la milice des colons lors des événements de Mai 1945. Fort de sa participation à la guerre contre l'Allemagne hitlérienne Hannouz essaya de faire la lumière sur ces crimes. Toutes les portes lui ont été fermées, celles des officiels, comme celles des anciens militants des A.M.L. qui avaient échappé à la repression. Le seul soutien qu'il a pu trouver a été celui de Cherif Djemad, conseiller général et député du parti communiste algérien de



la Petite Kabylie. Ce soutien trouvé auprès du P.C.A. engagea Lounes Hannouz à adhérer à ce parti. Ces différents exemples nous montrent que ce sont les éléments européens qui ont quitté le syndicat en voulant marquer leurs réticences, plus encore leur opposition à la nouvelle stratégie adoptée par le P.C.A. et soutenue par la C.G.T. Cependant pour une meilleure illustration de ce que nous venons d'affirmer nous utiliserons le tableau ci-joint relatif aux effectifs syndicaux pour les années 1945-1946-1947.

	1945	1946	1947
Union départementale d'Alger.	107000	104800 <sup>x</sup>	119500
Union départementale d'Oran.	84700	66700	66300
Union départementale de Constantine.	45200	51100	45000
<u>T O T A U X</u>	237000	222600	230800

<sup>x</sup>Le rapport organique présenté au VI Congrès de l'Union des Syndicats Confédérés du département d'Alger donne le chiffre de 115.000 adhérents (Liberté, 21 mars 1946)

Nous avons donc, une stabilité des effectifs syndicaux au moins jusqu'en 1947. La baisse la plus forte se situe au niveau du département d'Oran, là où l'élément européen était

très largement majoritaire: "ce qui appelle écrit Ahmed Ahd quelques réserves à propos de la thèse de René Gallissot qui s'appuyant sur les chiffres présentés par W. Plum avance que les événements du 8 MAI 1945 dans le constantinois ont eu pour conséquence la chute des effectifs syndicaux et la fuite des algériens des rangs de la C.G.T. Paradoxalement, c'est dans le constantinois que la stabilité des effectifs s'est bien exprimée".<sup>38/</sup> S'il y a donc régression dans les effectifs syndicaux c'est chez l'élément ouvrier européen qu'elle se trouve.

d. La C.G.T. avait en plus un programme politique basé sur l'anticolonialisme, et la lutte contre l'impérialisme. Elle a chaque fois pris position autour des grandes questions politiques, qui se posaient aux populations algériennes. Lors du débat sur le projet de statut de l'Algérie, elle s'est prononcée en insistant sur: "la nécessité de développer la démocratie en Algérie" ... par ajoute la déclaration du C.C.S.C.A." le vote rapide d'un statut donnant à tous les algériens la possibilité de participer à la défense de leurs intérêts grâce à une assemblée algérienne élue démocratiquement, et qui faisant disparaître la structure de l'administration colonialiste: Gouvernement général, communes mixtes, et, territoires de Sud permettra d'avancer sur la voie du progrès du bonheur et de la liberté".<sup>39/</sup> Par cette déclaration la C.G.T. se démarque et nettement de tous les projets défendus par les partisans du maintien du système colonial. Cet engagement anticolonialiste s'est approfondi au fur et à mesure

que le mouvement national prenait de l'ampleur. Lors des arrestations des militants de l'O.S - M.T.L.D. en 1950, la C.G.T. engagea des actions pour exiger la libération des détenus et au cours de leurs procès des mouvements furent engagés: greves exemple, celle des dockers du port d'Oran et d'Annaba. Quant au délégué des syndicats algériens en XXVIII congrès de la C.G.T. il déclare: "A Bone, à Bougie, à Blida, à Oran, à Tizi-Ouzou dans toutes les prisons des hommes sont condamnés à des années de prison coupable d'aimer leur pays, de réclamer son indépendance, sa libération du joug colonial qui plonge dans la misère et l'esclavage des millions d'algériens"<sup>40/</sup>. La C.G.T. est aussi partie prenante de la grève générale lancée par le P.C.A. et le M.T.L.D. le 23 JUIN 1952 pour protester contre l'arrestation et l'expulsion de Messali Hadj D'Algérie. Les premières actions armées de la nuit du 1er Novembre 1954 amènent l'U.G.S.A. à faire la déclaration suivante demandant aux autorités d'examiner avec "sérieux" ... "les mesures propres à satisfaire les aspirations nationales des Algériens à gérer leur propres affaires".<sup>41/</sup>

Ces prises de position à caractères anticolonialiste pour la libération du pays ont du certainement éloigner des éléments européens du syndicat. Beaucoup d'entre eux étaient partisans du statu quo, et au plus favorables à la mise en place de quelques réformes ne remettant pas en cause fondamentalement le système colonial. A contrario l'élément algérien s'est retrouvé dans les mots d'ordre défendus par la C.G.T.

La C.G.T. avait aussi une option sur l'antiimpérialisme.

Elle était de toutes les campagnes engagées par le mouvement national contre l'impérialisme, par exemple les actions menées pour la sauvegarde de la paix. Elle se prononce pour l'appel de Stockholm, en invitant tous les travailleurs à signer cette déclaration. La résolution adoptée à cette occasion par l'Union Départementale C.G.T. d'Oran, est ainsi libellée."

Quant à nous, à la C.G.T., nous avons pris des résolutions pour inviter nos adhérents à signer l'APPEL de STOCKHOLM qui demande: "l'interdiction absolue de l'Arme atomique, arme atomique, arme d'épouvante et d'extermination massive des populations".<sup>42/</sup>

A la veille donc du 1er Novembre 1954; si les effectifs syndicaux avaient regressé par rapport à 1943, ceci est du au départ des Européens. Selon Ch. R. Ageron sur les 60.000 syndicalistes C.G.T. estimés en 1954; 35.750 étaient algériens soit un pourcentage de l'ordre de 60%.<sup>43/</sup> Cette algérianisation des effectifs syndicaux se retrouve également au niveau du personnel d'encadrement Celle-ci était liée à la nécessaire réorganisation des structures de la C.G.T. entreprise depuis 1946 et des luttes engagées au cours desquelles les ouvriers algériens ont fait preuve d'une grande combativité. Liberté qui fait le compte rendu des assises du VI<sup>e</sup> Congrès de l'Union des Syndicats Confédérés du département d'Alger qui s'était tenu en mars 1946 écrit: "à l'issue de ce congrès, à la première analyse des travaux, on a pu constater chez les travailleurs musulmans une élévation de pensée qui a été hélas! trop longtemps méconnue et la vulgarisation

de ce congrès va donner au mouvement syndical un nouvel essor." (Liberté du 21 mars 1946), Tirant les leçons de toutes ces luttes André Ruiz écrit dans son étude consacrée au mouvement syndical: "aux premiers rangs de cette lutte se placent les plus exploités, les travailleurs musulmans" et il tire la conclusion suivante: "par leur combativité qu'illustrent les luttes magnifiques de nos dockers, de nos mineurs, par la volonté farouche qui les anime pour libérer notre pays du carcan colonial; ils ont conquis le rôle essentiel de notre mouvement à tous les échelons. C'est la voie naturelle pour faire de nos syndicats des organisations de masse puissantes capables de faire jouer leur rôle de défenseur des intérêts vitaux de tous les travailleurs sans distinction".<sup>44/</sup> Bachir Merad analysant de son côté devant le V congrès de l'Union des syndicats confédérés d'Oranie les résultats de cette algérianisation note "la montée des cadres ouvriers et plus particulièrement musulmans aux postes de direction" et ajoute que le mouvement syndical a une figure plus algérienne".<sup>45/</sup> Le syndicat commença au cours de cette période à publier du matériel en langue arabe. Dahman Guessoum membre du secrétariat du C.C.S.C.A insiste à l'occasion de la sortie du premier numéro du journal en langue arabe sur l'importance politique de cette décision: "inutile de souligner dit-il devant les travailleurs de notre pays, combien le régime d'exploitation coloniale manoeuvre pour étouffer cette langue arabe, parlée, par les neuf dixièmes des habitants de l'Algérie".<sup>46/</sup>

Nous pouvons apprécier cet effort d'algérianisation du personnel d'encadrement à partir de l'analyse morphologique de

certaines bureaux exécutifs composant les différentes structures du mouvement syndical algérien.

La première commission exécutive du C.C.S.C.A mise en place en décembre 1946 est composée de 30 membres dont 10 algériens, soit seulement le tiers de l'effectif total.<sup>47/</sup>

L'algérianisation des cadres syndicaux n'est pas encore engagée. Elle est très timide. Au congrès constitutif de l'U.G.S.A. nous avons des données tout à fait différentes.

a) les délégués ayant participé au congrès se répartissaient de la façon suivante,

Algériens .....	65,3%
Européens .....	34,7%.

b) le congrès a élu une commission exécutive de 22 membres, la répartition par ethnie s'opérait de la façon suivante:

Algériens .....	13	en pourcentage	59,09%
Européens .....	09 "	"	40,91%

c) Quant au secrétariat, la répartition était aussi faite,

Algériens .....	04	en pourcentage	57,01%
Européens .....	03 "	"	42,80%. <sup>48/</sup>

Les algériens restent toujours majoritaires à tous les niveaux même si nous remarquons une baisse en pourcentage depuis le nombre de délégués au congrès jusqu'à la désignation du secrétariat. Cependant, une remarque est à faire, si les chiffres sont souvent un indice qui nous donne des renseignements utiles, sur une société et l'état de ces luttes, nous ne pouvons pas nous fier à ce seul paramètre. Nous sommes ici dans le domaine des luttes politiques, si

les exploités constituent toujours une force potentielle pour le changement; ce ne sont pas toujours eux qui constituent l'avant-garde qui dirige les luttes.<sup>49/</sup>

2<sup>o</sup> composition morphologique des bureaux composants les Unions Régionales d'Oran, de Blida et d'Annaba.

a) Union Régionale d'Oran.

Union Régionale d' O R A N.	1943	1945	1947	1950	1953
TOTAL DE L'EFFECTIF	08	08	12	12	08
DELEGUES ALGERIENS	02	01	06	07	05
POURCENTAGE	25%	12,5%	50%	58,2%	62,5%

b) Union Régionale de Blida.

Union Régionale de B L I D A.	1949 (50)	1951	1952	1955
TOTAL DE L'EFFECTIF	06	09	08	08
DELEGUES ALGÉRIENS	02	06	04	05
POURCENTAGE	33,33%	66,66%	50%	62,5%

c) Union Régionale d'Annaba.

Union Régionale d' Annaba	1949	1951	1954
TOTAL DE L'EFFECTIF	09	09	11
DELEGUES ALGERIENS	04	03	08
POURCENTAGE	44,44%	33,33%	72,7%

Pour ces trois Unions Régionales nous pouvons faire les remarques suivantes:

1<sup>o</sup>) Pourcentage élevé des délégués d'origine algérienne composant les différents bureaux au cours des années 1954-1955.

2<sup>o</sup>) L'algérianisation progressive des bureaux depuis la reprise syndicale de 1943. Ceci nous a été confirmé par le témoignage recueilli auprès de Lakhdar Kaidi: l'algérianisation des bureaux syndicaux dit-il a commencé depuis 1946. Elle a été rapide à l'est du pays, plus lente au centre et l'ouest.<sup>50/</sup> Ceci s'explique facilement par la répartition de la population européenne: plus importante en Oranie, plus faible dans le Constantinois.

3<sup>o</sup>) Si nous comparons la composition des bureaux de ces trois Unions régionales, à celles du secrétariat issu du congrès constitutif de l'U.G.S.A; nous constatons un pourcentage plus élevé d'algériens dans la composition des bureaux des U.R.



Plus nous descendons dans la hiérarchie, syndicale, plus le pourcentage d'algériens est élevé, exemple le bureau de l'Union Locale de Fouka que sommes arrivés à reconstituer pour l'année 1950 était composé de 5 membres; tous étaient des algériens. Ceci, nous a été confirmé par plusieurs témoignages dont celui de Mustapha Saadoun, qui a milité à Cherchell: "en 1946 dit-il, j'avais commencé à militer en même temps au syndicat, et du P.C.A. A l'époque, il y avait une très forte majorité d'européens essentiellement des instituteurs, qui militaient dans ces deux structures. La composition des bureaux du syndicat et du P.C.A. était presque exclusivement européenne. Vers les années cinquante la situation était totalement renversée. Si les militants européens maintenaient encore, et pour l'essentiel leur adhésion au syndicat, et au parti, ils étaient largement minoritaires par l'effectif; et les différentes responsabilités à l'intérieur des deux bureaux étaient détenues par des Algériens.<sup>52/</sup>

4<sup>o</sup>) Pour les U.F de Blida, et d'Annaba, nous constatons la tendance générale vers l'algérianisation des cadres syndicaux avec des reculs enregistrés notamment au cours du congrès de 1952 pour l'U.R de Blida, et 1951 pour celle d'Annaba. Ces hésitations traduisent certainement la complexité engendrée par la pratique syndicale et par le choix du personnel d'encadrement particulièrement dans cette période difficile où la répression était très dure. En effet, la composition des bureaux devait être certainement une opération très complexe. L'unité des rangs de la classe ouvrière était le

mobile qui devait guider les responsables dans le choix du personnel d'encadrement. Tout en se référant constamment à la stratégie politique adoptée par les directions syndicales lors de leurs différents congrès, il fallait aussi tenir compte des autres paramètres: existence de deux ethnies de sensibilités politiques différentes: communistes, nationalistes, socialistes, libéraux, etc... de l'appartenance à différentes corporations: enseignants, cheminots, dockers, mineurs, métallistes, hospitaliers, etc... venant très souvent de couches sociales différentes. Dans cette division du mouvement ouvrier en coupes horizontales, et en coupes verticales, il fallait chercher à avoir une politique de promotions de cadres syndicaux qui tint compte de ces données objectives avec une priorité plusieurs fois affirmée de privilégier la promotion de cadres algériens.<sup>53/</sup> Il faut dire aussi que le colonialisme profitait de cette division pour avancer ces différents épouvantails et prenait chaque fois d'autres mesures pour encore accentuer cette division: inégalité, dans la répartition des salaires selon que l'on appartient au secteur de la fonction publique; inégalité devant les avantages sociaux, congés de maladies, retraités, allocations familiales, congés annuels, instauration des zones de salaires etc... "Tout était entreprise nous a déclaré Lakhdar Kaidi pour maintenir la division des travailleurs en poussant vers le corporatisme, et en appelant à la nécessaire dépolitisation de l'action syndicale." Ces pratiques étaient relayées par les agissements des syndicats F.O et C.F.T.C. et les manoeuvres de la C.I.S.L en direction des militants nationalistes". Or ajoute Lakhdar

Kaidi, il fallait s'opposer à ces tentatives de division et dans l'action nous avons entraîné avec nous des salariés d'origine européenne qui se sont totalement reconnus dans nos mots d'ordre revendicatifs, mais sur le problème national certains d'entre eux n'ont pas hésité à exprimer sur ce point publiquement leur total désaccord.<sup>54/</sup>

Ce sont les principales raisons qui nous expliquent comment étaient composées les différents bureaux de la hiérarchie syndicale.

Le mouvement syndical était donc, arrivé vers le début des années cinquante à obtenir son algérianisation par l'effectif de ses adhérents, et aussi par le personnel d'encadrement. Le syndicat continuait d'entraîner avec lui une minorité d'ouvriers européens; et ceux-ci étaient représentés dans les différentes instances du mouvement syndical. Certains parmi ces ouvriers européens au delà de la combativité dont ils faisaient preuve lors des grèves et autres conflits ne sont pas arrivés à assimiler la question nationale. Ils s'y sont même opposés et publiquement exemple la section des cheminots de Skikda dont deux membres ont été exclus du syndicat et du P.C.A. en 1953,<sup>55/</sup> le responsable des dockers d'Oran lui aussi exclu au cours de la même année;<sup>56/</sup> celui de la fédération des transports à Alger exclu en 1954.<sup>57/</sup> Les comportements de caractère raciste ou paternaliste alliés aux positions plus que confortables dont bénéficient la majorité des salariés d'origine européenne étaient suffisants pour accréditer la thèse des nationalistes favorable à la constitution d'une centrale syndicale nationale, constituée sur une base raciale. Cependant ceci n'enlève rien aux mérites

dont ont fait preuve beaucoup de ces militants d'origine européenne qui ont eu un comportement patriotique au cours de la guerre de libération nationale. Le parti communiste algérien, et le syndicat C.G.T. ont été les seules organisations à avoir posé à cette minorité européenne le question algérienne, et sont arrivés en même temps à les isoler de l'influence des idéologies fascistes pour en faire des militants, défenseurs des idées de la liberté, de la justice sociale, de la paix, et de l'indépendance. C'est le mérite du syndicat C.G.T. et du P.C.A. d'avoir pu former des militants de la trempe de Maillot, de Laban, Torrecillas,<sup>58/</sup> Audin, Yveton, Ruiz, Pereto, etc...<sup>x</sup> Ceci nous amène à traiter de la lutte d'influence qui a opposé communistes et nationalistes pour l'exercice de l'hégémonie politique sur les syndicats.

Depuis la constitution du mouvement syndical en Algérie; celui-ci a toujours subi l'influence du parti communiste.<sup>59/</sup> Plusieurs facteurs en expliquent les raisons:

<sup>x</sup>En Algérie, la catégoriesociale des salariés a devancé la formation des couches bourgeoises. La constitution de la corporation des dockers, des enseignants, des cheminots, des ouvriers du bâtiment ... n'avaient pas entraîné dans un rapport dialectique la formation de la bourgeoisie nationale<sup>60/</sup> avec en plus tous les ouvriers algériens formés en émigration. La classe ouvrière est donc apparue sur la scène politique sous sa forme organisée; derrière les syndicats, les premières cellules communistes, et au sein de l'E.N.A., bien avant que les couches bourgeoises, et petites bourgeoises ne constituent leurs propres structures politiques, associations,

amicales ou fédérations. Donc, au lieu de subir leur influence idéologique, politique, et organique, c'est le contraire qui s'est produit: c'est auprès de la classe ouvrière sous l'influence des communistes, soit en émigration, soit en Algérie au contact des premières cellules communistes que les couches bourgeoises et essentiellement petites bourgeoises ont fait leur apprentissage de la politique et des premières actions de masse.<sup>61/</sup> Lorsque donc, les partis de la bourgeoisie ou de la petite bourgeoisie se sont constitués après 1937; les communistes avaient déjà depuis longtemps investi les organisations syndicales.

<sup>X</sup>Les nationalistes n'ont commencé justement à s'interresser à la classe ouvrière, et à son organisation qu'au lendemain des événements du 8 MAI 45.<sup>62/</sup>

<sup>X</sup>L'objet même de l'existence d'un parti communiste, c'est d'abord un travail politique, idéologique et organique en direction de la classe ouvrière. C'est là où il doit mener l'essentiel de ses efforts, et c'est dans les syndicats que nous allons retrouver la forte influence des communistes.

<sup>X</sup>Cette influence des communistes sur les syndicats est restée présente et même très forte bien après 1945. Boualem Bourouiba ancien membre fondateur de l'U.G.T.A. dans l'interview qu'il nous a accordée a reconnu: "la très grande influence qu'exerçaient les communistes sur les ouvriers agricoles, les mineurs, les dockers".<sup>63/</sup> Pourtant la concurrence pour la conquête des masses à la faveur des luttes pour la libération nationale était devenue très vive jusqu'à dégénérer en position sectaire nuisible à l'efficacité de la lutte.<sup>64/</sup>

Le maintien après 1945 de la très forte influence des communistes sur le mouvement syndical peut s'expliquer par les raisons suivantes.

1<sup>o</sup>- Il y a eu des correctifs progressifs apportés par le P.C.A. à sa ligne stratégique. L'erreur commise dans son appréciation des événements du 8 MAI 1945<sup>65/</sup> aurait pu si elle s'était maintenu entraîner la division du mouvement syndical en une base raciale.

Le correctif qui fut apporté tout de suite après, par exemple à travers la campagne à l'amnistie a permis au P.C.A. et aux communistes militants a la C.G.T. de remonter en quelque sorte la pente. A la fin de 1945; 100.000 cartes des comités d'amnistie avaient été placées; et en 1946, il existait à travers tout le pays 113 comités locaux:<sup>66/</sup> "cette campagne en faveur des victimes des événements du 8 MAI 1945 nous a déclaré Martin Bachelier ancien militant du P.C.A. a Mohammadia, nous a permis d'élargir notre audience par le développement du nombre des sympathisants, et nous avons même réussi à faire adhérer beaucoup d'Algériens au parti".<sup>67/</sup> Il y eu ensuite la session du comité central du 20.21 Juillet 1946 qui procède à une évere autocritique des positions antérieures. Le P.C.A. reconnaît publiquement ses erreurs, fait une analyse du mouvement national en soulignant sa puissance et son caractère progressiste. Il lance alors le mot d'ordre d'un vaste "Front National Démocratique Algérien pour la Liberté, la Terre, le Pain".<sup>68/</sup> Le rapport politique présenté par Larbi Bouhali en 1947 approfondit cette notion et fixe un double objectif aux communistes algériens: "nous ne devons jamais perdre de vue

dit-il le double objectif à atteindre qui est de faire de notre pays 1<sup>o</sup>, une Algérie libre; 2<sup>o</sup>, une Algérie démocratique" en apportant les éclaircissements suivants: "une Algérie libre dit-il suppose... la fin du carcan colonial, la possibilité pour nos populations de gérer toutes les affaires de leur pays et il ajoute "mais la liberté nationale serait un leurre, si elle n'allait pas de pair avec la démocratie, assurant l'épanouissement social, économique et politique de tous les algériens sans distinction de race, de langue et de confession.<sup>69/</sup> Cette session du E.c. du P.C.A. et les décisions importantes qui furent prises se repercutèrent sur le mouvement syndical au niveau de ses structures organiques. Celui-ci a entrepris sa réorganisation justement à partir de Juin 1946, et en Décembre de la même année fut mis en place: le C.C.S.C.A. Nous n'allons pas suivre toutes les étapes traversées par le PCA de 1945 à 1954. Il y a une évolution parallèle et des influences réciproques se sont exercées.

2<sup>o</sup>/ Le parti communiste a pris en charge l'essentiel des luttes, dont les mots d'ordre avaient pour objectif l'amélioration des salaires la réduction du temps de travail essentiellement pour les ouvriers agricoles, la mise en application de la loi sur la sécurité sociale, sa généralisation et son uniformisation. S'adressant aux militants de son parti Larbi Bouhali appelle: "les communistes qui militaient dans les syndicats ouvriers.../a/ être les meilleurs militants, les plus actifs, les plus dévoués". "Ils doivent dit-il, donner au mouvement ouvrier sa combativité traditionnelle pour assurer aux travailleurs une amélioration de leur

puovoir d'achat, pour arracher les lois sociales qui moisissent dans les cartons. Ils doivent se pencher davantage encore sur le sort des travailleurs les plus déshérités: les ouvriers agricoles, les mineurs, les dockers."<sup>70/</sup> Ces luttes se traduisaient par des dépôts de cahiers de revendications et débouchaient presque toujours sur des journées d'action entraînant des arrêts de travail, des grèves, des défilés etc... Dans toutes ces luttes les militants syndicalistes appartenant au parti communiste se trouvaient au premier rang. Ils étaient les meilleurs défenseurs de la classe ouvrière. Au titre, ils étaient parmi les premiers à subir la répression policière, exemple tous les militants syndicalistes qui avaient dirigé la grève des ouvriers agricoles de Benbadis (ex: Descartes) en 1951, étaient des communistes deux parmi eux - Berrahou Medjdoub, et Boumédiène, étaient membres du c.c. du P.C.A.<sup>71/</sup> les animateurs des grèves des ouvriers agricoles d'Ain Temouchent étaient eux aussi des communistes, il s'agit de Naib et de Benamar Mahrouz, il en est de même de la corporation de dockers avec Péreto<sup>72/</sup> des mineurs avec Sembsadji Braham et Khithman<sup>73/</sup> des hospitaliers avec Abdelkader Hannachi et Ahmed Mahmoudi<sup>74/</sup> etc...

Ce soutien inconditionnel aux luttes menées par les syndicats s'est traduit par un gain organique en faveur du parti communiste. Le rapport présenté par Larbi Bouhali au IV congrès du PCA en signale les effets positifs: "par un accroissement incontestable dit-il de son autorité auprès des ouvriers".<sup>75/</sup> C'est à la faveur de ces luttes et en liaison avec les correctifs stratégiques introduits par le PCA à sa ligne politique, que des militants de formation



d'origine nationaliste se sont retrouvés par la suite au PCA exemple Merad Bachir,<sup>76/</sup> Abdelhamid Benzine<sup>77/</sup> Sadeq Hadjeres, Boualem Khalfa, Eulbad, Belaid Khelifa, quant à lui, nous a signalé que toute la cellule du PPA des traminots du garage d'Hussein Dey était passée en 1951 au PCA<sup>78/</sup> ... A la veille du 1er Novembre 1954, le parti communiste algérien était arrivé selon Mohamed Harbi: "a s'assurer une audience réelle, supérieure dans certains centres à celles de ses rivaux nationalistes"<sup>79/</sup> La même observation a été faite par Ch. R. Ageron qui lui intègre en plus dans ce retour de l'audience du parti communiste algérien la grave crise que traversait le M.T.L.D., "Ces péripéties intérieures dit-il expliquent en partie l'affaiblissement relatif du M.T.L.D; le désarroi des cadres et par voie de conséquence le retour de l'influence du P.C.A."<sup>80/</sup>

<sup>30/</sup> La fin de la seconde guerre mondiale s'est très rapidement traduite par un aiguisement des luttes entre les pays du camp socialiste, et ceux du monde capitaliste. Les U.S.A. et la Grande Bretagne avec le discours de Fulton de Churchill engagent le monde dans la "guerre froide". L'exclusion des communistes du gouvernement français en 1947 ne pouvait que développer et accentuer leurs luttes comme la remise en selle du pouvoir de la bourgeoisie dont une grande partie avait eu quelques années auparavant une attitude pro-hitlérienne, traître à leur patrie. La lutte contre les différents gouvernements qui se sont succédé de 1947 à 1954 vont alors se développer. Certaines parmi ces grèves ont trouvé un prolongement en Algérie, exemple, celles de novembre, décembre, 1947. Dans cette nouvelle situation les communistes

algériens pouvaient plus aisément eux aussi développer leurs luttes revendicatives dont certaines n'avait plus rien à voir avec celles engagées par les syndicats en France. A cette époque l'intensité des luttes ouvrières en Algérie étaient beaucoup plus forts que celles engagées en France.

4<sup>o</sup>/ Développement de la solidarité avec les peuples en lutte contre le colonialisme et l'impérialisme.<sup>81/</sup> Des actes concrets furent entrepris pour marquer cette solidarité. La grève des dockers de tous les ports d'Algérie en solidarité avec la lutte du peuple vietnamien, grèves en faveur des peuples tunisien et marocain dans leur lutte contre le colonialisme français, grèves de soutien aussi avec le peuple égyptien dans la lutte contre la présence des troupes anglaises dans la zone du canal de Suez etc... Tous ces actes de solidarité avaient comme caractéristiques essentielles le soutien à la lutte des peuples contre le colonialisme dans laquelle les travailleurs algériens se reconnaissaient totalement.

Cette somme de luttes avec les mots d'ordre les plus variés. ceux à contenu social, comme ceux d'ordre politique infirment l'accusation portée plus tard par les textes adoptés au congrès de la Soummam par les délégués du F.L.N. qui ont pu assister à ces assises. Les rédacteurs de ce document ont en effet porté l'appréciation suivante sur cette pratique syndicale: "la C.G.T. subissant l'influence communiste... tourne à vide sans pouvoir énoncer et appliquer le moindre mot d'ordre d'action. La passivité générale du mouvement ouvrier organisé n'est pas la conséquence du manque de combativité des travailleurs des villes, mais de l'apathie des cadres syndicaux de l'U.G.S.A.

attendant les bras croisés les directives de Paris".

Cette accusation a beaucoup plus un fond anticommuniste avec un objectif de marginaliser au maximum l'activité du P.C.A. "maintenir les communistes dans un cocon de chrysalide"<sup>82/</sup> que la réalité des luttes engagées sous la direction des syndicats. Certains courants du nationalisme algérien porte-parole de ce fond anti-communiste, voulaient d'abord profiter au maximum du grand succès rencontré auprès des masses populaires par les actions armées pour enfoncer définitivement les communistes en insistant sur leurs erreurs, sur le retard qu'ils ont accumulé sur la question nationale en effaçant en même temps leurs contributions à la lutte anti-colonialiste, et un moyen de se dédouaner de leur stratégie réformiste qu'ils avaient véhiculé dans le passé et qu'ils véhiculaient encore. Ce courant avait été déjà auparavant dénoncé par Messali Hadj au congrès d'Hornu où il avait relevé la "collaboration" qui s'était établie entre les centralistes porte-parole de ce courant réformiste et les représentants "du néocolonialisme en vue des réalisations économiques et sociales".<sup>83/</sup> La même appréciation fut également portée par le communiqué du Bureau Politique du P.C.A. relative à la scission qui frappait le M.T.L.D.: "on ne peut pas passer sous silence, note ce communiqué, le fait que cette tendance celle des centralistes a des positions de conciliation avec les néo-colonialistes au sein de certains conseils municipaux".<sup>84/</sup>

Le P.C.A. a pu exercer pour toute la période de 1945 à 1954 une très forte hégémonie sur le mouvement syndical, ce-

lui naturellement représenté par la C.G.T. De nombreux militants se réclamant de ce parti sont arrivés à occuper différents postes de responsabilité, et à tous les niveaux de la hiérarchie syndicale dans un cadre de libre concurrence politique avec les autres partis nationaux qui existaient à cette époque. Cette hégémonie des communistes sur les syndicats leur a permis de transmettre leurs mots d'ordre, leurs méthodes de travail, leurs conceptions d'analyses politiques ce qu'est un rapport de force, la problématique des alliances, l'analyse des couches sociales, et plus encore toute leur idéologie qui faisait référence à la lutte des classes...

Cependant, l'hégémonie des communistes n'inquiétait pas seulement les partisans du colonialisme classique devenu une structure politique moribonde au cours du début des années cinquante, mais aussi les intérêts du néo-colonialisme qui avait commencé à tisser de nouvelles alliances avec les courants libéraux du mouvement national: "il est préférable déclarait Jacques Chevalier ancien maire d'Alger, et ancien membre du gouvernement Mendes-France - d'avoir auprès de soi des demi-rebelles que domestiques"<sup>85/</sup> mais plus lointains encore avec la stratégie globale de l'impérialisme américain qui voulait en découdre avec les communistes du monde entier... et le pays des soviets. En 1953, Bachir Hadj Ali dénonçait déjà les tentatives de division du mouvement national algérien opérées par l'impérialisme américain: "les manoeuvres des impérialistes sont évidentes dit-il, et il s'explique en ajoutant: "tout cela s'éclaire avec le rapport Fechteler qui propose la conciliation avec les nationalistes arabes, afin d'acheter

le sang des trois peuples nord-africains en vue de la guerre anti-soviétique et de supplanter les impérialistes français dans les trois pays. La manoeuvre a des objectifs à longue portée". 86/

Toutes les tentatives ont été alors engagées pour réduire, voir éliminer l'audience qu'avait les communistes sur les syndicats. Il y eut les pratiques utilisées par les services de police par l'intermédiaire de la répression, et du mouchardage; il y eut celle du patronat, et du gouvernement général, en utilisant la corruption, et en développant la peur raciale, il y eut enfin à partir du début des années cinquante, les efforts tentés par la C.I.S.L. soit directement, soit par l'intermédiaire du F.O. par le développement d'une idéologie anti-communiste, en faisant miroiter une aide américaine à la lutte des Algériens pour leur indépendance.

Face à cette pression que subissait les communistes, quelle était l'attitude des militants nationalistes essentiellement ceux du M.T.L.D. qui étaient à l'époque le premier parti politique algérien et d'où sont issus tous les hommes qui ont préparé la nuit du 1er Novembre 1954.

Le P.P.A. - M.T.L.D. s'est intéressé tardivement au mouvement syndical, syndical, seulement à la veille des événements du 8 MAI 1945. Cet intérêt s'est concrétisé deux années plus tard, en 1947 au congrès constitutif du M.T.L.D. par la mise en place d'une commission Centrale des Affaires Sociales qui comprenait en son sein la commission des Affaires Syndicales présidée par Aissat Idir. La circulaire interne diffusée à cette occasion par la direction du M.T.L.D. à

l'intention de ses militants adhérents a la C.G.T. orientait leur activité dans trois directions différentes.

1<sup>o</sup>) encadrer les militants cegetistes algériens en limitant l'influence des éléments non nationalistes. Ceux-ci étaient considérés par le M.T.L.D. comme réformistes partisan de la lutte des classes et de l'Union Française: principes inadaptés a la situation du pays.

2<sup>o</sup>) limiter la déviation qui pourrait s'ensuivre.

3<sup>o</sup>) former les militants de l'action directe sur le plan syndical et prendre en charge les problèmes vitaux au sein de la C.G.T.<sup>87/</sup>

Au même moment le 21 Mars 1947; le leader syndicaliste tunisien Ferhat Hached lançait un appel en faveur de la constitution des centrales syndicales nationales autonomes dans les trois pays du Maghreb: "c'est à cette époque nous a déclaré Belaid Khelifa, que le P.P.A. - M.T.L.D. nous avait recommandé de prendre des responsabilités à l'intérieur de la C.G.T. en vue de préparer la mise en place d'une centrale syndicale algérienne".<sup>88/</sup> Les services du gouvernement Général étaient eux aussi au fait de cette tentative et dans leur rapport confirmait cet effort porté par le M.T.L.D. en vue de créer une centrale syndicale algérienne. Après les grèves de Novembre, Décembre, 1947, le rapport de police établi à cette occasion fait état d'informations concernant la création d'un syndicat musulman et écrit: "les dirigeants du M.T.L.D. envisageraient de créer des syndicats autochtones à l'instar de ceux existant en Tunisie", et l'information ajoute: "ce serait Sebaa Hadj Mahfoud conseiller municipal M.T.L.D. et

contre-maître sur les quais qui serait chargé d'effectuer la propagande en faveur de ce syndicat permettant aux musulmans de s'affranchir de la tutelle C.G.T.<sup>89/</sup>

La tâche principale qui fut donc assignée à cette commission était la mise en place rapide d'un syndicat algérien en s'appuyant sur l'exemple de la Tunisie, où les militants du Néo-Destour avaient réussi à créer l'U.G.T.T. Le deuxième congrès du M.T.L.D. qui s'était tenu en Avril 1953 revient une seconde fois à la charge et fixe le même objectif à ses militants syndicalistes: Rabah Djermane, Aissat Idir, tous deux membres fondateurs de l'U.G.T.A. deviennent membres du Comité Central du M.T.L.D.

Deux questions se posent immédiatement: pourquoi cet intérêt au mouvement syndical; pourquoi ce retard dans la mise en application d'un mot d'ordre qui a mis neuf ans à se réaliser, le 24 Février 1956, pourtant le M.T.L.D. avait pour lui la justesse de sa ligne stratégique: la revendication du mot d'ordre de l'indépendance; et les capacités humaines: il était le premier parti politique algérien.

1<sup>o</sup>- Plusieurs faits sont à l'origine de l'intérêt que portait le M.T.L.D. au mouvement syndical,

a) même si l'effectif de ce que nous pouvons regrouper dans la rubrique "classe ouvrière" représentait un coefficient peu élevé par rapport à la population totale de l'Algérie 3,5%, un parti comme le M.T.L.D. ne pouvait pas se désintéresser de cette catégorie sociale de la population algérienne. Etant le premier parti politique algérien; il aspirait en même temps à être le premier parti à l'intérieur de toutes les

couches et catégories sociales. Parmi tous les courants politiques qui traversaient le M.T.L.D.; certains n'avaient aucune conception d'un front regroupant l'ensemble des partis politiques algériens avec chacun sa spécificité idéologique représentant les catégories sociales qu'il influence. Comme le dit Mohamed Harbi: "le courant activiste du M.T.L.D. était indifférent à la question des alliances".<sup>91/</sup> Il se posait comme un émanation du peuple tout entier. La même observation avait été faite auparavant par Larbi Bouhali en 1948 lorsqu'il déclarait devant le comité central de son parti: "les dirigeants du P.P.A. - M.T.L.D. semblent vouloir persévérer dans leur attitude qui consiste à se considérer comme les seuls représentants du mouvement national à rejeter l'union des forces nationales et démocratiques."<sup>92/</sup>

b) de 1947 à 1954 la classe ouvrière algérienne a mené de très grandes luttes entraînant derrière elle la quasi totalité des salariés en particulier dans les corporations où les Algériens étaient majoritaires: mineurs, ouvriers agricoles, dockers, etc... En plus toutes ces grèves défilés et autres manifestations ont entraîné de violents affrontements entre grévistes manifestants et forces de l'ordre: "dans le même temps écrit Harbi les manifestations de rues deviennent de plus en plus dures et entraînent mort d'hommes: Les mineurs et ouvriers agricoles sont souvent sur la brèche".<sup>93/</sup> Les nationalistes qui étaient toujours disponibles à la lutte anti-colonialiste voyaient ce que le syndicat pouvait leur offrir comme structure. Parlant des grèves de Novembre, Décembre 1947, Hocine Ait Ahmed écrit: "Un événement... va tirer nos dirigeants de l'engourdissement: en France, la



C.G.T. et le parti communiste déclenchent des grèves qui culmineront avec la greve générale de Novembre, Mezerna et nos autres députés revenus de Paris sement un vent de panique au sein de la direction en rapportant le projet de constitution d'un comité central de grèves, prélude à la prise de pouvoir par le PC".<sup>94/</sup> Il y a donc, une découverte chez les militants nationalistes de l'action syndicale du dynamisme que recèle la classe ouvrière.

c) Ces différents mouvements au départ à caractère essentiellement d'ordre syndical débouchaient sur des affrontements à caractère politique lorsque les services de police jugeaient nécessaire d'intervenir. Cela se traduit par une escalade. Le mouvement déborde la catégorie sociale qui l'a initié pour s'étaler à l'ensemble des populations des villes exemple lors de la grève de Novembre, Decembre 1947, ces propos tenus par un syndicaliste et rapporté par les services de police indique l'audience qu'avait eu ce mouvement sur la population algéroise: "cette grève a pris dit-il un caractère combattif, et a recueilli la sympathie de toute la population" et, il ajoute en indiquant: "la création d'un comité de solidarité chargé de faire des collectes parmi les commerçants de la ville"<sup>95/</sup> - comme à l'ensemble des villages environnants - exemple lors des grèves des ouvriers agricoles de la région d'Ain Temouchent, tous les villages de la plaine: El Malah, El Amria, Hammam bou Hadjar, Hassi Ghella, Boutlelis, Misserghin, etc... avec leurs différentes populations participaient au mouvement;<sup>96/</sup> il en est de même pour les grèves des ouvriers agricoles de la plaine: Mitidja, Sahel: tous les villages de

la région Ain Taya, Rouiba, El Affroun, Beni Mered Mouzaia, Boufarik... sont en ébullition... Par ces actions, les communistes arrivaient à toucher d'autres catégories sociales, à leur transmettre leurs formes de lutte, leur mot d'ordre, leur idéologie... Or, pour les nationalistes qui avaient des prétentions hégémoniques, cela était dangereux, d'où la nécessité de maîtriser le mouvement syndical afin qu'il puisse fonctionner selon leur stratégie et tactique.

d) le PPA - M.T.L.D. était le représentant des couches petites bourgeoises, même s'il est arrivé à intégrer dans ses rangs des militants ouvriers. Malgré cela, ces derniers dans leur grande majorité, lui échappaient. L'appel à la grève générale lancée pour le 23MAI 1952 en vue de protester contre l'expulsion de Messali Hadj du territoire national fut un demi-échec. Le rapport établi à cette occasion par les centralistes en 1954 en donne les raisons: "un très grand nombre de catégories de travailleurs nous échappe: traminots, tabacs, transports, commerçants, mineurs, ouvriers agricoles, fonctionnaires, coiffeurs, étudiants, dockers, petits artisans... Si ces couches sociales nous sont acquises sentimentalement, elles l'ont montré par exemple au cours des élections, par contre elles échappent à notre contrôle.<sup>97/</sup> Si ces catégories sociales qui sont énumérées cidessus échappaient au contrôle du M.T.L.D.; c'est qu'elles étaient sous influence des autres courants politiques ou encore, dans une situation attentiste. Les luttes entre les différentes fractions du mouvement national en particulier entre le P.C.A. et le M.T.L.D. était très forte en vue de les récupérer. Comme le M.T.L.D. ignorait la politique des alliances, et ceci inhérent à ces conceptions étroites et

sectaires, il ne pouvait accepter aucun partage de son autorité politique. Mohamed Harbi qui a bien étudié les appareils de ce parti écrit: "on sait que le PPA se donne comme une émanation du peuple algérien. La volonté de monopoliser sa représentation est au centre de son idéologie. La conséquence politique de cette conception est que le PPA est seul à détenir la vérité. Tout ce qui est extérieur favorise les ennemis du peuple... Cette revendication ouverte à l'hégémonie sur les autres formations nationalistes doit aboutir à terme à les faire disparaître".<sup>98/</sup>

2<sup>o</sup>- Mais alors face à cette volonté de contrôler l'activité des syndicats formulés depuis 1947; pourquoi ce grand retard dans l'application de ce mot d'ordre. Il a fallu attendre le 24 Février 1956 pour voir se constituer l'Union Générale des travailleurs Algériens: U.G.T.A. Les raisons en sont multiples.

a) les crises de différenciation sociale, de classe que le PPA - M.T.L.D. a connues depuis 1947 l'ont empêché de mettre en application les tâches qu'il s'est assignées. En Octobre 1949 crise dite "éberiste": un certain nombre de militants jusque y compris au niveau de la direction sont exclus du M.T.L.D. Au cours de la même année Mostefa Lacheraf quitte le parti pour protester contre l'absence de démocratie et la censure; en Octobre 1949, les deux députés du M.T.L.D. Djamal Dourdour, et Lamine Debaghime sont exclus du parti. Avec le départ de ce dernier écrit Mohamed Harbi: "la tendance radicale n'a plus de porte drapeau à la direction"<sup>99/</sup>; Mars 1950 "complot" de l'organisation secrète "départ volontaire ou démission du personnel d'encadrement du parti: Mostefai Chawki, Amrani

Chentouf ... et, enfin éclatement du parti fin 1953, avec la tenue de deux congrès rivaux en été 1954. Le colonel Schoen responsable à l'époque des services secrets en Algérie avait raison de dire dans son analyse des événements de la nuit du 1er Novembre 1954: "le M.T.L.D. se meurt quand naît le F.L.N."<sup>100/</sup> Pour toute cette période de 1947 à 1954, les luttes pour la conquête des appareils du PPA - M.T.L.D. ont primé sur toutes les autres considérations. Il était alors difficile de pouvoir se consacrer totalement aux tâches qui avaient été dégagées par les congrès du parti.

b) le PPA - M.T.L.D. mobilisait la totalité de ses militants autour du mot d'ordre de l'indépendance. Le travail quotidien celui que réalise à chaque instant le militant syndicaliste, travail d'accumulation nécessaire pour la préparation des grandes journées, n'était pas susceptible de mobiliser le militant nationaliste d'où un certain désintéressement vis à vis de la pratique syndicale: "Aux yeux de ces activistes écrit Mohamed Harbi le combat pour l'indépendance est le but unique. Toute revendication politique ou sociale de caractère partiel risque de souiller la pureté de la lutte, la dévier même"<sup>101/</sup> Le M.T.L.D. confondait lutte pour les réformes qui font progresser le combat, la prise de conscience développer les expériences... et, qui fait partie de la lutte révolutionnaire; avec "le réformisme qui limite... aux réformes les aspirations et l'activité de la classe ouvrière"<sup>102/</sup> Au cours d'un meeting tenu à Mostaganem en 1947, et présidé par Messali Hadj celui-ci fait une déclaration où il condamne irréfutablement la politique

de réformes: "nous ne vous ferons pas dit-il des promesses fallacieuses; nous ne disons pas que nous créerons des médersas, que nous vous habillerons, que nous vous donnerons du travail pour vous permettre de vivre décentement, détrompezvous, tout cela est impossible tant que l'intépendance n'est pas acquise".<sup>103/</sup> Cette conception du syndicalisme éloignait les militants du M.T.L.D. de la C.G.T. permettant ainsi aux communistes d'investir profondément le syndicat jusqu'à être porté aux différents postes de responsabilités.

c) La classe ouvrière en Algérie était composée de deux ethnies: les algériens, et les européens. Ci-joint le tableau de la population employée selon la catégorie socio-professionnelle d'après le recensement de 1954.<sup>104/</sup>

	Européens	Algériens	% Européens
Cadres intellectuels	16.740	1.310	92,7%
Intellectuels subalternes, techniciens.	39.070	8.330	82,4%
Employés de bureau, de commerce.	56.120	15.190	78,7%
Ouvriers professionnels.	51.650	49.830	50,9%
Ouvriers spécialisés	28.000	59.230	32,1%
Manoeuvres	7.200	141.130	04,8%
Domestiques, personnel de service.	33.890	47.400	41,6%
T O T A U X	233.670	322.420	42,02%

La première remarque à faire, c'est l'importance de la population salariée d'origine européenne. Elle s'éleve à 233.670 soit par rapport au total un pourcentage égal à 42,02%. Rien ne pouvait être engagé par l'action syndicale, si l'ouvrier européen n'était pas associé au mouvement. En plus la catégorie des européens était majoritaire dans plusieurs secteurs d'activité: chez les cheminots, dans la fonction publique, dans le secteur enseignant, aux P.T.T. etc... dans le secteur de la production industrielle leur chiffre s'élevait à 29.150 représentant un pourcentage de l'ordre de 47,2% du total.<sup>105/</sup> Une population salariée importante qu'il fallait associer au mouvement; or, le M.T.L.D. orientait toute son activité vers la population algérienne. L'appel qu'il adressait de temps à autre, à cette minorité était conjoncturel, et tout à fait formel. Ayant négligé totalement cette composante du mouvement ouvrier son action avait des difficultés à réussir, sauf s'il devait rejeter en bloc cette population.

d) L'évolution interne du M.T.L.D. Traditionnellement les historiens qui font une sorte de généalogie du M.T.L.D. remonte jusqu'à l'Etoile Nord Africaine constituée en 1926 qui s'est transformée en 1937 en Parti du Peuple Algérien, d'où est né en 1947 le Mouvement Triomphal des Libertés Démocratiques. Cependant, il existe beaucoup de différences entre l'E.N.A. de 1926 et le M.T.L.D. des années cinquantes aussi bien dans le programme politique que dans la composition humaine jusque, et y compris au niveau de la direction politique. Ces transformations sont dues tout simplement aux mutations sociales rapides que le pays a traversé en trente ans. A l'origine l'

ENA avait une base sociale composée dans sa grande majorité d'ouvriers même si ceux-ci étaient des ruraux, très rapidement prolétarisés, le M.T.L.D. représentait pour l'essentiel la sensibilité des couches petites bourgeoises et ceci, est très perceptible au niveau des appareils de direction: Bureau Politique, Comité Central, et cadres moyens. Le témoignage que nous fournit M'hamed Yazid, et uniquement pour ce qui est du M.T.L.D. est édifiante de cette évolution rapide de ce parti: "plus on allait de l'avant de 1947, a 1953, dit-il plus on voyait la participation des ouvriers et des paysans diminuer et la participation des intellectuels, et des petits bourgeois augmenter".<sup>106/</sup> Cette évolution de la base sociale du parti va engendrer à partir du début des années cinquante des tentatives en vue de constituer un regroupement politique qui irait à la rencontre du néocolonialisme, permettant aux Algériens de faire l'économie d'une révolution, en contre partie, de la sauvegarde des intérêts économiques de la puissance coloniale. Ces mutations sociales de la base militante du M.T.L.D., avec à contrario, les réajustements progressifs opérés par le P.C.A. a saligne stratégique, depuis la session de son Comité Central de Juillet 1946, a permis à ce dernier parti, de gagner en audience en milieux ouvriers et paysans. Le M.T.L.D. n'arrivant plus à mordre dans les milieux syndicalistes ne pouvait pas de ce fait, opérer la scission qu'il désirait d'autant plus que celle-ci avait beaucoup de présupposés anti-communistes. Plusieurs faits et gestes que nous pouvons rassembler grâce uniquement a la lecture de la presse, et de quelques témoignages recueillis auprès des anciens militants nous a permis

de saisir le mobile essentiel qui animait certains responsables du M.T.L.D. dans cette opération. Lors des élections des délégués aux caisses d'assurances sociales en 1953; le M.T.L.D. avait donné comme directives à ses militants de barrer les noms des candidats communistes.<sup>107/</sup> Cette directive n'a pas été suivie puisque un peu partout à travers tout le territoire national les militants du parti communiste avaient été largement élus. On interdisait également toute discussion avec les communistes dans la crainte d'un "lavage de cerveau",<sup>108/</sup> comme également la lecture de la presse et de la littérature communiste: "on nous avait interdit dans le M.T.L.D. de lire Alger Républicain" nous a déclaré Belaid Khelifa. L'argument avancé était le suivant: "Alger Républicain" est un journal ami, il faut savoir ce que disent de nous, nos ennemis. Il nous conseillait ajoute Belaid Khelifa, de lire l'Echo d'Alger. Je ne comprenais rien dans cette directive du parti. Il m'était difficile de l'appliquer".<sup>109/</sup> Le témoignage de M'hamed Yazid conforme ce point de vue et nous donne en même temps la conception qu'avait la M.T.L.D. du syndicat: "le problème des syndicats dit-il, était posé sous son aspect négatif, non pas sous l'aspect de construction d'une force pour la lutte de libération, mais la constitution d'une force pour liquider les syndicats contrôlés par les communistes".<sup>110/</sup> De son côté Boualem Bourouiba nous a déclaré: "il nous fallait à tout prix limiter l'action du P.C. et la diffusion de son idéologie basée sur la lutte des classes, et l'internationalisme prolétarien. La contagion était forte et en même temps dangereuse".<sup>111/</sup>

Cette opération de scission sur une base anti communiste



trouvait son soutien auprès de Froce Ouvriere - un tract distribué par ce syndicat dans le Constantinois nous fait état d'une "entrevue entre F.O. et le M.T.L.D." <sup>112/</sup> - auprès des services du gouvernement Général et du patronat - exemple la création du syndicat indépendant des ouvriers en bâtiment du chantier de Mers El Kebir, à Oran, ou encore à l'hôpital Mustapha <sup>113/</sup> de la C.I.S.L. dont les représentants se sont déplacés jusqu'à Alger pour prendre contact avec les dirigeants nationalistes. Ils ont même proposé selon le témoignage de Rabah Djermane un soutien financier. <sup>114/</sup>

e) Les luttes ouvrières après 1947, ont pris une très grande ampleur et celles-ci étaient souvent engagées à l'initiative des directions syndicales. Cette dynamique sociale, avec en plus l'approfondissement des mots d'ordre a contenu de plus en plus anti-colonialiste à empêcher la scission de s'opérer. Il n'y avait aucune raison de diviser le mouvement syndical, puisque l'action de celui-ci répondait aux aspirations des masses travailleuses. L'intensité des grèves et autres mouvements sociaux ont fini par exercer un résultat bénéfique sur tout le mouvement national.

\*Sur le P.C.A. en l'obligeant à approfondir progressivement le contenu de sa revendication nationale.

\*Sur le M.T.L.D. en poussant à l'éclatement de ce parti, et à l'isolement de sa tendance la plus réformiste.

\*Sur l'ensemble de la lutte du peuple algérien par la radicalisation des mots d'ordre, et une grande aspiration aux idées de liberté, de démocratie, et de justice sociale.

Le mouvement syndical est resté pour toute la période

de 1943 à 1954 sous hégémonie politique du parti communiste algérien. Cependant, cette hégémonie politique du parti communiste algérien. Cependant, cette hégémonie ne s'est à aucun moment traduite par un exclusif lancé contre les autres courants politiques existants dans le pays. Des militants syndicalistes appartenant au M.T.L.D. étaient arrivés à occuper différentes responsabilités dans les syndicats et à tous les niveaux jusqu'au stade de la direction, exemple, Rabah Djermane, Boualem Bouroiba, Benaïssa Attelah, Dahman Guessoum, Belmihoub, Dekkar Rahmoun... Ce qui animait l'ensemble de ces militants syndicalistes, à côté de ceux appartenant au parti communiste, et au delà de leur unité d'action contre l'occupant colonial et l'exploitation capitaliste dont était victime, les masses algériennes. Tous les coups de boutoir venus de l'extérieur du mouvement syndical ont été repoussés. Cependant, la création le 24 Février 1956 de l'Union Générale des travailleurs Algériens est le résultat de plusieurs facteurs.

\*C'est le dénouement de tous les efforts engagés à travers un long processus historique dont le premier acte a été lancé en 1930 avec la tenue du "Congres des Ouvriers Arabes" devant déboucher sur la création de la C.G.T.A.; et auxquels sont venus s'ajouter d'autres initiatives.

\*C'est aussi la caractéristique de l'Algérie colonie de peuplement. Il était difficile de pouvoir concilier les intérêts inconciliables de deux ethnies, et cela malgré les efforts louables tentés par la C.G.T. et le P.C.A.

\*C'est aussi le résultat de la pratique de division menée par les services du Gouvernement Général et le patronat

a tous les niveaux: salaires, avantages sociaux, congés, droit au travail.

\*Le P.C.A. qui exerçait son hégémonie politique sur les syndicats n'était pas à l'abri lui aussi du danger réformiste, d'où les très grandes lenteurs à mettre en place une centrale syndicale totalement autonome vis à vis de la C.G.T.

\*C'est aussi le résultat des faiblesses numériques de la classe ouvrière qui ne lui a permis de faire sortir de ses rangs des cadres qui auraient pu jouer un rôle très important dans le mouvement ouvrier en empêchant l'idéologie réformiste, de l'emporter.

\*C'est aussi le résultat des événements de la nuit du 1er Novembre 1954, qui a totalement renversé le rapport des forces en faveur des partisans de la lutte armée.

NOTES :

1. Voir notre étude: Abderrahim Taleb. Les rapports parti-syndicat en Algérie ... (In: Annuaire de l'Afrique du Nord XXI. 1982 pp. 183 a 196).
2. Gouvernement Général de l'Algérie. Annuaire statistique d'Algérie.
3. Sur les événements du 08 MAI 1945, nous citerons les toutes dernières parutions.  
\*Radouane Ainad Tabet.. Le Mouvement du 08 MAI 1945 en Algérie.. Alger, DPU. 1985.  
\*P.A.G.S.. 08 MAI, Quarante ans apres (In: Révolution Socialiste N°21 MAI 1985).
4. Mohamed Harbi.. Aux origines du F.L.N... Paris Ch. Bourgeois 1975.
5. Nous donnons quelques chiffres dans notre étude: le 1er Novembre 1954 en Algérie. La these en cours De Mme Nora Benallegue apportera d'importantes précisions sur le mouvement des grèves en Algérie.
6. Archives de la chambre de commerce d'Alger: Dossier démographie 1955.
7. "Travail" Organe central de la C.G.T.. 20 Novembre 1946.
8. Témoignage recueilli aupres de Lakhdar Kaidi ler, Secrétaire général de l'U.G.S.A.
9. Benjamin Stora, dans son article "l'Union des Syndicats des Travailleurs Algériens: "U.S.T.A. se trompe lorsqu'il fait dater la tenue du Congrès constitutif de l'U.G.S.A. après la conférence des militants syndicalistes du M.T.L.D. qui s'était tenue les 22 & 23 Septembre 1945. A cette date, l'U.G.S.A. était déjà constituée depuis trois mois (In: Mouvement social Juillet - Septembre 1981, N° 116 pp. 95 a 112).
10. Si nous nous permettons dans ce cadre de faire un parallèle avec l'activité du P.C.A. nous citerons le rapport

politique présenté par Bachir Hadj li devant le comité Central de ce parti en Janvier 1953. Analysant les faiblesses qui sont apparues dans la réalisation des tâches du parti il y voit l'existence d'un certain nombre de "défauts" ancrés "chez" certains militants: "il y a chez ces derniers dit-il une sous estimation persistante de la force du mouvement national c'est a dire, un manque de confiance dans les masses les plus exploitées (In: Liberté du 22 Janvier 1953).

11. René Gallissot ... Syndicalisme et nationalisme. La fondation de l'U.G.T.A. (In: Mouvement Social N°66 Janvier, Mars 1969) Lire aussi: Jacques Choukroum. Le Mouvement National et le Syndicalisme en Algérie - D.E.S. Paris, Sorbonne 1972.
12. Lire les procès-verbaux des sections syndicales constituées à cette époque et disponibles au niveau des Archives Départementales d'Oran. On y trouve des sections syndicales comme celle des "musiciens", des ouvriers coiffeurs, des "employés de bains maures" etc...
13. Interview de Lakhdar Kaidi...
14. Arch. Départ. d'Oran, dossier 1.514.
15. Rapport d'activité de l'U.D. d'Oran cité par Abid Ahmed. Mouvement syndical et luttes sociales en Oranie 1942-1951. Paris, thèse de III cycle 1986.
16. Rapport confédéral cité par Ahmed Abid.. op. c. Le mouvement syndical algérien a au cours de toute son histoire montré son esprit internationaliste. Nous pouvons citer plusieurs exemples: il y eut la solidarité avec la jeune révolution soviétique par des articles parus dans "Lutte Sociale" et dans différents mots d'ordres lancés par la suite par le P.C.A. en vue de défendre la Russie Soviétique: "Nous Algériens, nous avons un peu contribué a faire l'Union Soviétique par nos mouvements de solidarité" nous a déclaré Bachelier ancien militant du P.C.A. Nous citerons également en 1925 la solidarité avec les combattants riffains (témoignage de Badsî, et de Belarbi Sid Ahmed, dit "Boualem");

en 1926 un vaste mouvement de solidarité fut impulsé en faveur des militants révolutionnaires Sacco et Vanzetti condamnés aux Etats Unis (témoignage de Fellous ancien militant communiste et syndicaliste de Setif) l'envoi en 1936 de volontaires a coté des républicains espagnols (témoignage d'Amar Ouzegane, et de Rachid Dali Bey) la contribution des travailleurs algériens à la défaite du fascisme et du nazisme, la solidarité avec la lutte des peuples vietnamiens, marocain et tunisien dans leur combat pour la reconquete de leur indépendance etc...

17. Interview d'Abdelhamid Boudiaf, et de Lakhdar Kaidi.
18. Ahmed Abid.. op.c.
19. Interview de Boumediene Boumediene d'Ouled Mimoun.
20. Interview de Benamar Mahrouz d'Ain Temouchent.
21. Interview de Djemad Chérif.
22. Travailleur algérien 13 Janvier 1953.
23. Interview de Bachir Merad.
24. Alger Républicain 10 Février 1954.
25. Alger Républicain 02 Mai 1952.
26. Travailleur algérien 13 Janvier 1953.
27. Il est nécessaire d'introduire beaucoup de nuances contre ceux qui ont porté ultérieurement des accusations contre le mouvement syndical lui reprochant de n'avoir lutté que pour le "beafteak" et ne s'est pas préoccupé du problème national. C'est un à priori à caractères politiques qui les faits démontrent à chaque instant (voir Fouad Soufi, Abderrahim Taleb Bendiab.. Naissance, et évolution de la classe ouvriere. Quelques hypotheses de travail (In: bul. de l'Institut Arabe d'Education Ouvriere N°2 Décembre 1979).
28. Témoignage de Khithman Ahcene (In: Algérie Actualité du 12 au 18 Mai 1974.
29. Archives d'Aix en Provence 1 K. 883.
30. Interview de Bachir Hadj Ali.

31. Interview de Belaid Khelifa.
32. Temps modernes Oct. Nov. 1960.
33. Alger Républicain 17 Avril 1953.
34. Le même phénomène a pu être enregistré pour le parti Communiste Algérien. Analysant les résultats électoraux du 27 Janvier 1952, les services de Liaison Nord-Africaines du colonel Schoern écrivent: "La consultation du 27 Janvier 1952 a fait perdre au P.C.A. des voix en milieu européen à cause de la campagne qu'il a mené pour l'indépendance de l'Algérie" (In: bul. Mensuel informations Janvier 1952).
35. Témoignage de Bachir Hadj Ali, Lakhdar Kaidi...
36. Lire sur cette question E. Vallée .. Un drame algérien ... Alger 1947.
37. Ahmed Abid ... op. c. p. 87.
38. Ahmed Abid op.. c.p. 35. (nous nous sommes servis des estimations données par M'hamed Abid.
39. "Travail du 11 Juin 1947".
40. Rapport au XXVIII congrès de la C.G.T. 1950.
41. "Travailleur algérien, Novembre 1954".
42. Arch. Dép. d'Oran souligné dans le texte d'origine.
43. Ch. R. Ageron.. Communisme et nationalisme en Algérie, texte dactylographié.
44. Alger Républicain 17 Avril 1953.
45. Rapport d'activité d'orientation syndicale présenté par Bachir Merad au V Congrès de l'Union des syndicats confédérés d'Oranie 18.19 Avril 1953.
46. "Travailleur Algérien" 17 Avril 1953.
47. "Travail" 1er Janvier 1947.
48. Tous ces chiffres et les suivants ont été élaborés à partir d'un fichier que nous avons constitué dans le cadre de notre contribution à l'élaboration du "Dictionnaire du Mouvement Ouvrier Maghrébin (en préparation).

49. Au titre, voire la théorie élaborée par Frantz Fanon dans son livre.. Les Damnés de la terre.. Paris, F. Maspero, 1962 et les résultats opposés de l'enquête établie par Bourdieu au cours des débuts des années soixante et publiés dans son livre.. "Travail et Travailleurs en Algérie.. Paris, Mouton 1962; voire aussi son article.. De la guerre révolutionnaire à la révolution (In: Algérie de demain.. Paris, Puf; 1962 pp. 5a13)
50. C'est en 1949 que ce sont constituées d'autres U.R. jusqu'à cette date, il y en avait 03 correspondants au 03 départements: Alger, Oran, Constantine.
51. Témoignage de Lakhdar Kaidi,
52. Témoignage de Mustapha Saadoun,
53. Témoignage de Bachir Merad. Merad était le responsable pour l'Oranie de la formation des cadres.
54. Témoignage de Lakhdar Kaidi,
55. Il s'agit de Fenech et Arrus. Liberté 9 Avril 1953.
56. Algérie Libre du 11 Septembre 1953.
57. Liberté du 17 Avril 1954.
58. Lire le roman d'Emmanuel Robles... Saison violente.. Paris séuil.
59. Mohamed Harbi dans son livre "Aux origines du F.L.N. Paris Christian Bourgois 1975 p. 174 fait un procès d'intention à la brochure sur le mouvement syndical éditée par le P.A.G.S. en 1970. L'étude du mouvement syndical pour toute la période de coloniale, nous montre que celui-ci est toujours resté sous l'hégémonie politique du P.C.A. Plusieurs militants ou sympathisants de ce parti se sont toujours trouvés à l'avant garde des mouvements organisés par le syndicat, et à ce titre, ils ont eu à subir une violente répression (arrestations, emprisonnements, licenciements, etc...).
60. C'est la bourgeoisie coloniale française, et la bourgeoisie française de la métropole qui étaient dans un rapport dia-



léctique avec la classe ouvrière algérienne. Ce sont en plus ces bourgeoisies qui vont influencer la classe ouvrière notamment européenne.

61. Voir note Abderrahim Taleb Bendiab - Pénétration des idées communistes en Algérie (In: Mouvement social.
62. Témoignage recueilli auprès de Rabah Djermane et Abdelhamid Benzine.
63. Témoignage de Boualem Bourouiba.
64. Lire Abdelhafid Khetib.. 1er Juillet 1956 l'accord F.L.N. - P.C.A. - Paris, mémoire maîtrise 1984.
65. Lire la brochure du P.A.G.S. - Le 8 MAI 1945..
66. Lire la collection du journal "Liberté" qui établissait un compte rendu détaillé de cette campagne d'amnistie.
67. Témoignage de Martin bachelier.
68. Appel du C.C. du P.C.A. - Front National Démocratique Algérien - Alger 21 Juillet 1946, 14 p.
69. Larbi Bouhali.. Rapport présenté au IV Congrès National du P.C.A. 17.18.19 Avril 1947.
70. Larbi Bouhali. - Rapport présenté au IV Congrès National du P.C.A.
71. Voir notre étude Abder. Taleb Bendiab. Tlemcen les années cinquante. Revue Algérienne des sciences juridiques ... N°4 Décembre 1978.
72. Révolution et Travail N° spécial 30ème anniversaire de la lutte de libération nationale 1985.
73. Interview de Khitman dans Algérie Actualité Mai 1974.
74. Témoignage d'Abdelkader Hannachi, ancien employé à l'hôpital psychiatrique de Blida.
75. Larbi Bouhali.. Rapport présenté au IV Congrès
76. Témoignage de Merad Bachir ancien hospitalier Alger Républicain.
78. Témoignage de Belaid Khelifa, tramot à la R.D.T.A.

79. Mohamed Harbi.. La guerre commence en Algérie ... p. 74.
80. Ch, R. Ageron .. Communisme et nationalisme dans l'Algérie Française...
81. Révolution Socialiste N°7. Revue idéologique et culturelle du P.A.G.S. Essai sur l'Histoire du Mouvement Ouvrier Algérien.. Alger 1972.
82. Congrès de la Soummam. Aout 1956. Extrait de la plate-forme pour assurer le triomphe de la Révolution Algérienne dans la lutte pour l'indépendance nationale.
83. Mohamed Harbi.. aux origines du F.L.N. p. 232.
84. Idem. p. 215.
85. Echo d'Alger 10 Janvier 1951.
86. Liberté 15 Janvier 1953.
87. Fares Mohamed .. Cours polycopie Alger, college syndical Drareni.
88. Témoignage de Belaid Khelifa.
89. Archives d'AIX En Provence 1 K. 883.
90. Jacques Breil. La population Algérienne.. Paris la Documentation Française 1957.
91. Mohamed Harbi.. La guerre commence en Algérie ... p. 51.
92. Larbi Bouhali.. Rapport a la session du comité Central du P.C.A. Hussein Dey. 02 et 03 Octobre 1948.
93. Mohamed Harbi.. La guerre commence en Algérie p. 18. Il nous faudra beaucoup d'études sur le PPA M.T.L.D. sous forme de monographies, de témoignages d'analyses morphologiques de sa composition sociale pour saisir les différents ressorts qui engendraient sa dynamique. La lecture des travaux de Mohamed Harbi, et le témoignage d'Ait Ahmed nous ont permis de saisir de l'intérieur le fonctionnement de ce parti. Et à ce titre, il est étonnant que ces deux auteurs se referent aux mêmes concepts; ceux relevant du maraboutisme lorsqu'ils parlent de ce parti. Pour le témoignage d'Ait Ahmed voir page 72 et 73 ou encore cette

réprimande qui revient souvent "retourne a ta zaouia"  
P. 104 et 120... (In: Hocine Messinger, 1983). Quant  
à Harbi, il nous en donne le jugement suivant: "tous les  
traits marquants de la résistance des confréries religieuses  
à l'occupation française, le rite initiatique, l'épreuve,  
le millénarisme etc... se retrouvent chez les activistes"  
(In: Moh. Harbi... La guerre commence en Algérie... p. 52.

94. Hocine Ait Ahmed - Mémoires d'un combattant..
95. Arch. d'Aix en Provence 1 K. 883.
96. Michel Launay.. Les paysans algériens: Paris le seuil 1962.
97. Rapport des centralistes. Juillet 1954. Polycopé.
98. Mohamed Harbi.. Messali Hadj et la vérité historique  
(In: mémoires de Messali Hadj. pp. 305. 306).
99. Mohamed Harbi.. Aux origines du F.L.N...
100. Colonel Schoen.. Causes méconnues de la Révolution Al-  
gérienne (In: Ecrits de Paris 1958 pp. 34 a 44).
101. Mohamed Harbi, aux origines du F.L.N.
102. Georges Labica. Dictionnaire critique du marxisme, Paris,  
PUF.. 1982 pp. 768. 771.
103. Archives d'Aix en Provence 9H 51.
104. Jacques Breil.. La population algérienne..
105. Gouvernement Général de l'Algérie.. Statistiques  
industrielle de l'Algérie établies en 1951..
106. Témoignage de M'hamed Yazid, cité par Harbi.. aux ori-  
gines du F.L.N.. p. 151.
107. Lire les textes annexes II & III.
108. Témoignage d'Abdelhamid Benzine.
109. Témoignage de Belaid Khelifa.
110. Témoignage de M'hamed Yazid (In. Mohamed Harbi, aux ori-  
gines du F.L.N.;).
111. Témoignage de Boualem Bourcuiba.

112. Alger Républicain du 05 Octobre 1951, 22 Janvier 1951,  
30 Juin 1953.

113. Lire le texte annexe N° IV.

114. Témoignage de Rabah Djermane. Ces tentatives de corruption opérées par la C.I.S.L. sur une base anti-communiste sont très bien connues dans les milieux syndicalistes cf: le dernier scandale dénoncé par le journal français "le Matin" du 28 Novembre 1985 relatif a des fonds versés par la C.I.S.L. a F.O. En plus, il est admis aujourd'hui -les preuves suffisantes en ont été fournies - qu'Irving Brown le Secrétaire de la C.I.S.L. est tout simplement un agent de la C.I.A.

## I E X I E S \_ A N N E X E

I. Résolution adoptée par les chomeurs de la région algéroise.

Les chomeurs d'Hussein Dey, maison carrée Alger, Belcourt, Alger cité Mahieddine, après avoir examiné la situation du travail en Algérie en général et dans leur région en particulier, conformément aux droits fondamentaux de la personne humaine.

Réclament aux pouvoirs publics d'assurer le droit au travail pour tous les Algériens sans distinction aucune.

Demandent,

- 1<sup>o</sup>- l'ouverture immédiate des chantiers pour donner du travail aux chomeurs.
- 2<sup>o</sup>- La création d'un fond et d'une allocation de chômage égale à 75% du salaire minimum interprofessionnel garanti pour soulager la misère des sans-travail.
- 3<sup>o</sup>- Le développement de la formation professionnelle.
- 4<sup>o</sup>- Le recensement des chomeurs par les municipalités. En outre, pour assurer à tous le droit au travail, et l'égalité dans l'emploi, ils demandent.

1) L'interdiction de plusieurs salaires professionnels dans le ménage.

2) L'interdiction d'embauchage des retraités titulaires d'une pension proportionnelle ou d'ancienneté.

3) L'abrogation de toutes les dérogations à la durée légale du travail de 40 heures par semaine, fixation d'un seul salaire minimum interprofessionnel garanti hiérarchisé, en rapport avec le coût de la vie.

Ce salaire doit être applicable à tous les travailleurs, y compris les ouvriers agricoles.

4) Fixation à 48 heures par semaine la durée du travail dans l'agriculture.

5) Institution des commissions paritaires d'embauche (ouvriers et patrons) dans toutes les usines et chantiers en vue d'assurer l'égalité dans l'emploi.

6) Réserve et égalité dans l'emploi, dans la fonction publique, et semi publique, suppression des mutations de fonctionnaires dans le sens France-Algérie.

7) Interdiction d'utiliser la main d'oeuvre pénitentiaire dans les domaines agricoles.

8) Arrêt de l'immigration européenne.

Cette résolution est accompagnée du commentaire suivant par l'Algérie libre suivant par l'Algérie Libre organe central du M.T.L.D. a l'adresse des communistes et de la C.G.T.

"Est-il logique "camarades" que notre jeunesse traîne dans les rues sans travail, que des pères de famille n'aient pas un bout de pain à offrir à leurs enfants, alors qu'a coté le mari, la femme, la fille n'aient pas un bout de pain, à offrir a leurs enfants, alors qu'a coté, le mari, la femme, la fille, le garçon travaillent et utilisent nos soeurs, nos épouses pour les travaux dégradants de leur ménage? Les intérêts de quelle classe défendez-vous?

Alors que la C.G.T. en France s'oppose à l'entree des travailleurs étrangers qui viennent concurrencer la main d'oeuvre française, en Algérie, seriez-vous pour cette immigration, qui revet encore aspect beaucoup plus grave, celui de la politique de peuplement instantané par le sanguinaire Maréchal Bugeaud?

Est-il juste "camarades" de donner du travail a un étranger alors que les natifs du pays sont chomeurs? Ignorez-vous qu'entre deux travailleurs qui se présentent à l'embauche, le patronat raciste et colonialiste donnera la préférence à Joseph Jean, François même s'il est étranger et anti-français.

"Pour nous M.T.L.D., ces deux points de la résolution de chomeurs sont conformes à l'intéret et aux aspirations nationales de tous les travailleurs algériens, et nous engageons ces derniers a soutenir leurs freres chomeurs dans leur juste combat.

In: Algérie Libre 23 Octobre 1953 N° 84

II. Un appel de Bachir Hadj Ali, membre du Bureau politique du P.C.A. appelant a défendre l'unité du mouvement syndical.

L'Unité Ouvrière ciment de l'unité nationale.

Les exemples sont nombreux ces jours-ci d'attachement à la classe ouvrière, aux syndicats confédérés d'Algérie (C.G.T.). Aux caisses d'assurances sociales, les dockers, les mineurs, les ouvriers du bâtiment, les employeurs etc... ont placé les candidats des syndicats algériens C.G.T. en tête des autres organisations malgré les truquages et les pressions patronales.

Cette solidarité des organisations syndicales in les ennemis du peuple algérien, le gros patronat, les gros colons, le Gouvernement Général.

Les colonialistes sentent en effet, que dans l'action quotidienne pour le pain se soude l'unité des travailleurs pour leurs revendications et l'union du peuple algérien pour ses nobles aspirations. L'unité de la classe ouvrière au dessus des différences ethniques est le ciment de l'union de toutes les forces nationales et démocratiques.

C'est pour cela qu'ils tentent de diviser la classe ouvrière sur une base raciale. Au service des "Affaires Indigènes" du Gouvernement Général on sait très bien que les dirigeants colonialistes de "Force Ouvrière" ont ou sont déconsidérés chez les travailleurs musulmans en général, et qu'ils ne peuvent pas accomplir avec succès cette mission.

Il faut agir plus habilement.

Dans une nouvelle revue internationale "la Tribune des Peuples" où se cotoient le socialiste Jean Rous (Collaborateur de "France Tireur" et ami des dirigeants F.O.) et Fermer Brokway du fameux "Congrès des Peuples contre l'Impérialisme" Daniel Guérin écrit:

"En Algérie, les syndicalistes américains devaient aider les militants ouvriers appartenant au Mouvement pour le triomphe des Libertés Démocratiques de Messali Hadj, et à l'Union des Amis du Manifeste de Ferhat Abbas, à enlever aux communistes la direction des syndicats affiliés à la C.G.T. française pour transformer ceux-ci en C.G.T. algérienne".

Dans cette invitation faite aux partis nationalistes pour diviser et affaiblir le mouvement ouvrier en Algérie sous l'égide des Américains, Daniel Guérin introduit une contre vérité. Il oublie volontairement de dire qu'à la direction des syndicats confédérés d'Algérie, il y a des communistes des M.T.L.D. des U.D.M.A., des sans-parti de toutes origines et de toutes confessions, les uns et les autres portés avec responsabilités par la confiance des travailleurs.

La C.I.S.L... à laquelle s'adresse en réalité Daniel Guérin n'a pas attendu cette invitation pour commencer son travail de division. Elle l'a réalisé en Tunisie en trompant les ouvriers et en trouvant malheureusement un appui solide auprès de certains dirigeants du Néo Destour dont l'anti-communisme l'emporte sur l'anti-colonialisme.

Elle essaye de faire le même travail ici. Dans un entretien récent avec Kouch Younes, Ferhat Abbas secrétaire général de l'U.D.M.A. a révélé à notre camarade qu'il a été sollicité par des socialistes pour favoriser la formation des "syndicats arabes" et qu'il a repoussé cette offre.

Qu'a fait la C.I.S.L. pour le soutien des aspirations du peuple tunisien, alors que la F.S.M. puissante de 80 millions d'adhérents, a scutenu d'une façon conséquente la cause tunisienne devant l'O.N.U. et le Bureau International du Travail en prenant une position claire en faveur des légitimes aspirations nationales du peuple tunisien en appelant les travailleurs du monde entier à manifester leur solidarité à leurs camarades tunisiens la C.I.S.L. a proposé timidement que l'autonomie soit octroyée à la Tunisie... par étapes... avec la continuation, de l'occupation militaire, les attributs de la souveraineté restant entre les mains de la puissance "protectrice".

Après l'assassinat de Ferhat Hached, elle a pratiquement abandonné les travailleurs tunisiens. Cela s'explique. Les américains avaient voté contre la cause tunisienne à l'O.N.U. "le vent a tourné à Washington et les dirigeants de la C.I.S.L. s'efforcent de prendre l'alignement". Cet aveu de la subordination de la C.I.S.L. aux rois du dollar ne prend que plus de valeur quand on sait qu'il émane de la revue "La Tribune des Peuples".

La C.I.S.L. a fini par se démarquer en écrivant dans



son organe officiel.

"nous sommes heureux de pouvoir dire que notre organisation affiliée en France, la C.G.T. F.O. se trouve parmi les forces progressives, qui luttent pour qu'un régime de liberté et de démocratie soit établi partout où la France a des responsabilités d'administration ou de protectorat".

Ce certificat d'anti-colonialisme décerné à F.O. dont les positions foncièrement colonialistes et favorables au patronat sont connues en Afrique du Nord fixera définitivement les travailleurs algériens sur l'"aide" de la C.I.S.L., sa démagogie et sur tout son oeuvre de division au service de l'impérialisme.

Il permettra à nos frères tunisiens de mieux lutter contre les illusions contenues dans ce passage d'une résolution adoptée le 08 Mars dernier par le Conseil National de l'U.G.T.I. qui "ne cesse d'apporter la C.I.S.L. à la classe ouvrière tunisienne; et renouvelle à la grande centrale syndicale du monde libre ! l'expression de l'attachement du mouvement syndical tunisien".

Si la C.I.S.L. arrivait à ses buts de division, les travailleurs algériens seraient livrés pieds et poings liés au patronat, à l'administration. Ce serait un recul pour le peuple algérien. Cela la classe ouvrière algérienne le sait très bien. C'est pour cette raison qu'elle condamne les éléments diviseurs anti-communistes qui dans l'ombre, malhonnêtement en calomniant ont fait rayer à l'occasion des élections aux caisses d'assurances sociales sur les listes des syndicats confédérés C.G.T. d'Algérie, les noms des dirigeants syndicaux appartenant au Parti Communiste Algérien. Du reste, ces manoeuvres ont lamentablement échoué. Les résultats des élections discréditent ceux qui voulaient discréditer les dirigeants du mouvement ouvrier.

C'est pour cette raison que les dockers d'Alger ayant démasqué l'un de ces éléments, trésorier de leur syndicat, et il faut le regretter militant du M.T.L.D. - l'ont relevé immédiatement de ces fonctions dans une Assemblée Générale, et l'ont isolé.

Grave serait la responsabilité de ceux qui chercheraient à nuire à l'unité ouvrière. Aucun travailleur, aucun patriote digne de ce nom, n'acceptera de jouer le rôle de diviseur s'il y a des difficultés, des incompréhensions, c'est aux travailleurs de les aplanir au sein de leur organisation syndicale.

En tout cas, les communistes militant dans le mouvement ouvrier ont un double souci.

- défendre les intérêts des travailleurs, en particulier les plus exploités, inséparables des intérêts de tout le peuple en lutte contre le colonialisme.

- sauvegarder comme la prunelle de leurs yeux, l'unité de la classe ouvrière, isoler les diviseurs - quelque'ils soient - qui font le jeu du patronat, et de l'administration colonialiste.

Ils ont une double ambition.

- Être les meilleurs dans la défense de ces revendications, et de cette unité.

Mériter la confiance de la classe ouvrière avant garde du mouvement national.

GYÖRGY RÉTI

HUNGARIAN INSTITUTE OF INTERNATIONAL RELATION - BUDAPEST

Enver Hoxha and the turning points in Albania's history

Albania has rarely been among the front page news in the world press. But the death of Enver Hoxha at the age of 77, on 11 April 1985, was a leading article of every news agency. Hoxha had been at the head of the Party of Labour of Albania since 1941. His activity can be and will be evaluated in several different ways, but it is certain that this uniquely long leadership, that lasted for more than four decades, had an epoch-marking role in the life of this small Balkan country.

Enver Hoxha was born on 16 October 1908 in Gjirokastra /in Southern Albania/, one of the most beautiful small towns in Albania. At that time Albania belonged to the Turkish empire and became independent only four years later, in 1912. The Turkish domination lasting for five centuries turned Albania into the "darkest Europe", citing the words of the outstanding Hungarian balkanologist at the turn of the century, Ferenc Nopcsa. Backward tribal conditions, religious obscurity, extreme poverty, backwardness and oppression of the masses, limitless despotism, corruptness and nationalist arrogance of the ruling circles - i.e. all that is called "Balkan conditions" - were more characteristic of Albania, a state established at the beginning of the 20th century, than of any other country of the peninsula. The most prominent representatives of the Albanian people struggled exactly against this extreme back-

wardness.

The father of Enver Hoxha was a wealthy Moslem tradesman.

/The meaning of the Turkish word "hoxha" is Moslem priest./

Enver Hoxha was given a careful education. He completed his high-school studies in Albania's most famous institution of this kind, the French high-school in Korcha. Since he was an eminent student, he was given the possibility to continue his studies with scholarship from the state in France in 1931. He attended the Montpellier Technical College but before long the revolutionary activity became more important for him. He entered the French Communist Party and published articles critical of the Zogu-regime in l'Humanité. For this reason the Albanian government interrupted the payment of his scholarship. In Paris he met several Albanian professionals who were opponents of the Zogu-regime. In 1936 he worked as the private secretary of the Albanian consul in Brussels but soon he was fired.

In 1936 he returned home and started to work as a French teacher in the high-school of Korcha. After a short while he joined in the work of the local communist group.

After the Italians had occupied Albania in April 1939, he was sent by the Korcha Communist Group to Tirana where, under the cover of a tobacco shop, he was working for the establishment of the Albanian Communist Party and the organization of the struggle against the occupants.

It was partly his merit that the three largest communist groups - of Korcha, Shkodra and Tirana -, which had been competing with each other before, established the Albanian

Communist Party on 8 November 1941. Then he was elected only to be the interim leader of the party. His election was the result of a compromise because the three groups did not want to elect any of the three group leaders.

During the one year and a half following his election he showed excellent organizing capabilities: under his leadership the position of the party was stabilized and it reached great successes in the fight against the fascist occupants and their Albanian proxies. The 33-years old leader distinguished himself among his companions not only with his tall figure and sonorous voice but also with his well-stored mind and his ability to work out compromises. This was appreciated by the first conference of the Albanian Communist Party in March 1943, on which he was elected the General Secretary of the party.

Enver Hoxha played a great role in organizing the dispersed guerilla groups into a unified liberation army. In 1943 he obtained the post of political komissar and in 1944 he became the commander-in-chief of this army.

In May 1944 he was elected the Chairman of the Executive Committee of the Antifascist National Liberation Council of Albania, and in October he was elected the Premier of the first interim government which replaced the above organ. On 28 November 1944, the eve of Albania's complete liberation, Hoxha, as a recognized leader of the party, the government and the armed forces, expounded the popular democratic government's program for the construction of a new, socialist Albania.

However, the removal of the antidogmatic Sejfulla Maleshova and several followers in 1946 had already signed the victory of the sectarian and dogmatic line within the Albanian communist movement. This dogmatism was partly consequent upon the condition of the international communist movement of the time but it also had very strong internal sources: the dominance of the backward peasant masses in the country and in the party, the small size and short history of the working class, its low level of class-consciousness and its petty bourgeois attitude, the weak theoretical grounding of the party leadership and the influence of nationalist ideas. These internal factors had a decisive role in the fact that dogmatism remained dominant in Albania even after the death of Stalin, when its harmful effects were more and more overcome in the international movement of workers.

The Yugoslav communists had a significant role in the establishment and structural reinforcement of the Albanian Communist Party. The Yugoslav state and party machinery and the Yugoslav army served as models for the creation of similar Albanian organs. The liberation war, which they fought independently but supporting each other, and the many-sided assistance of Yugoslavia after the war strengthened the pro-Yugoslav feelings in Albania and also those tendencies which were directed toward an Albanian-Yugoslav confederation. There also existed an opposite tendency of anti-Yugoslav feelings resulting from the traditional hostility between Albanians and the Serbs, and it was strengthened by the failure of the attempts to find a solution

to the Kosovo problem, which would be satisfying for both countries.

Two groups emerged within the ACP leadership, in accordance with the above contrasting tendencies: a pro-Yugoslav, internationalist, federalist group and an anti-Yugoslav, nationalist group which adhered to Albania's independence and did not give up the aim of obtaining Kosovo. Between 1941 and 1948 the two groups were struggling with each other with alternating results, but most of the skirmishes ended in the victory of the pro-Yugoslav wing headed by Kochi Dzodze. The excellent manoeuvring capabilities of Enver Hoxha revealed themselves in this period: although he was the leader of the anti-Yugoslav faction, he did not pledge himself definitely to it; when it was necessary, he withdrew and exercised self-criticism, and although he was defeated several times, he always succeeded in retaining the leadership of the party for himself.

In the summer of 1948, armed with the well-known anti-Yugoslav decision of the Information Bureau and with the support of the Soviet Union, he gained a decisive victory over the pro-Yugoslav wing and he was not so tolerant to his defeated adversaries as they had earlier been to him several times.

In November 1948, on the first congress of the Albanian communists, the name of the party was changed into "Party of Labour of Albania". On this congress Enver Hoxha spoke triumphantly of the victories over the internal and external enemies and determined the most important tasks of the construction of socialism. These were: industriali-

zation and electrification of the country, socialist re-organization of the agriculture and cultural revolution.

Between 1949 and 1961 close cooperation with the Soviet Union and the Soviet Communist Party was the decisive factor of Albania's political, economic and cultural life. The mechanic imitation of the Soviet methods under circumstances significantly different from the Soviet ones caused similar problems as in the other socialist countries. The strained development of the industry, above all of its sector "A" /roughly the heavy industry/, the forced collectivization of the agriculture, the repressive measures taken against the middle class, even the low-middle class and against all kinds of dissidents, the pullulation of the bureaucracy and the "cult of the personality" caused distortions in the construction of socialism that were compensated only partially by the numerous successes in the material production and in the improvement of the cultural level and the sanitary conditions of the masses. The Albanian leadership tried to overcome the insufficiency of the material and financial resources, the shortage in trained speicalists and other difficulties with the help of the COMECON countries. Albania practically blackmailed the Soviet Union and the other socialist countries with its poverty and relatively modest demands, and with its "status" of the smallest and less developed European socialist country. At last Albania obtained the help it had claimed but then another difficulty emerged: it often could not adequately use the help it had been



given because its forces of production were so poorly developed.

However, it is an undeniable fact that the construction of socialism in a backward and semifeudal country like Albania was only possible through the large-scale assistance of the Soviet Union and the other socialist countries. It was especially important for Albania to join the organization of economic and /later/ politico-military cooperation of the European socialist countries. This made possible its breaking through the international isolation of the country and relying on the experience and help of the more advanced socialist countries in a more effective and more organized form than earlier.

At the same time it is also undeniable that the helpers, while offering generous internationalist assistance, did not always and in the same degree consider the specific features of the Albanian circumstances and respect the "small-nation pride" of the Albanian people and leaders. The socialist countries were sending a great number of experts who did not always understand the specialities of the Albanian situation. All these contributed to the intensification of the Albanians' traditional xenophobia. The Albanian leaders were able to take advantage of this situation when they decided to break off relations with their allies /first with Yugoslavia, later with the Soviet Union and finally with China/.

The close Soviet-Albanian relations were on the highest level demonstrated by the meetings of Enver Hoxha with

Stalin between 1947 and 1952. He gave a detailed account of these summits in his memoirs published in 1979.

This was the formation period of the "personality cult" around Enver Hoxha, which was the Albanian version of the Stalinist "personality cult" and the similar phenomenon in the other people's democracies. As a consequence of the victory in the liberation war and the successes achieved in the country's recovery, delusions started to circulate and spread about his infallibility and omnipotence. Hoxha himself also had a share in their propagation.

After Stalin's death the "personality cult" around Enver Hoxha was also restrained for a short time: in 1954 he gave up some of his posts and in 1956, on the third congress of the Albanian Labour Party, he had to criticize himself the symptoms of the "personality cult", which also took root in Albania. But after the repudiation of the reform ideas of the 20th congress of the Soviet Communist Party, the system of the "personality cult" around Enver Hoxha unlimi- tedly prevailed again.

After Stalin's death a struggle started also within the leadership of the Albanian Labour Party concerning the line to be followed. There were two main tendencies: the faction headed by Enver Hoxha supported the maintenance of the previous methods and concepts while the other faction demanded a reform of the party. At first Enver Hoxha and his followers tried to accomodate themselves to the changes following Stalin's death, but the events of the party congress in Tirana in 1956 showed that the reform

spirit of the 20th congress jeopardizes their power positions. Therefore they pursued a manoeuvring policy between 1956 and 1960: they seemingly accepted the new ideas and expressed their everlasting loyalty to the Soviet leaders, but at the same time they relentlessly liquidated all pro-reform ideas and their representatives. /Among the victims of this showdown were some outstanding combatants of the party like Bedri Spahiu, Tuk Jakova, Kocho Tashko, Liri Gega and Liri Belishova./ The lesson of the Hungarian counter-revolution for the Albanian leaders was that it was necessary to suppress all ideas different from the official one.

In the early sixties a new period started both in Albania's domestic and foreign policy. On the third congress of the Albanian Labour Party in the spring of 1961, Enver Hoxha could point out with justified pride that the foundations of socialism came into existence in a historically short period and the question of "who defeats whom" had been settled, and all these made the accelerated construction of the material and technical basis of socialism possible. As far as foreign policy is concerned, Enver Hoxha stressed yet the enormous services of the Soviet Union and the Soviet Communist Party in the successes of the Albanian people, but behind the scenes it became more and more obvious that the Albanian leaders defied the new line elaborated by the 20th congress of the Soviet Communist Party and stood up against the majority of the international communist movement which had adopted this new line.

Enver Hoxha expressed his opposition to the new line and

his approval of the Chinese Communist Party's line for the first time behind close doors on the conference of communist and workers' parties in November 1960. Following this the Albanian leadership broke off all kinds of political, economic and diplomatic relations with the Soviet Union from 1961 on, and it is reluctant to renew them even today. At the same time the struggle against the "Khrushchevtype revisionism" became one of the ideological pillars of the regime. /A dogmatic, strongly biased and subjective narration of Albania's cooperation and breaking-off with the Soviet Union can be found in the selected documents "The struggle of the Albanian Labour Party against modern revisionism" by Enver Hoxha and in his memoirs under the title "Khrushchevists"./

The ultra-revolutionary, petty bourgeois, radical ideology of maoism was much closer to the Ottoman-feudal traditions of Albania than to any other country. This fact together with the alliance against the common enemy, "the Khrushchev-type revisionism", promoted the spread of maoist views in Albania. The main cohesive force of cooperation between Albania and China was the concord of the leaders of the two countries against the reform ideas of the 20th Congress and in the dogmatic interpretation of Marxism-Leninism.

After the break-off with the Soviet Union and its allies, the economic and political support of China became vital for Albania. At the same time Albania and the Albanian Labour Party became important for the chinese leadership

for two reasons: on the one hand as the only ally in power in the struggle against the Soviet Union and the majority of the international communist movement /according to Mao Tse-tung Albania was "the pharos of socialism in Europe"; on the other hand as an outpost of the diffusion of the maoist ideas and as an experimental field for their realization. Therefore Albania proved to be a favourable partner with relatively low costs for the Chinese leadership.

However, their cooperation was hampered by the large geographical distance and difference in size between the two countries, by their very different historical, political and cultural traditions and in many respects by their different international interests.

The intimacy of their cooperation and its limits were equally revealed by the reception of the Chinese "cultural revolution" in Tirana. The two-volumed political diary of Enver Hoxha /"Notes on China"/, which was published after Albania had broken off with China, indicates that the Albanian leader was watching the power struggle in Peking sceptically and anxiously from first to last but publically he welcomed it enthusiastically as an internationally valid example of "how to liquidate modern revisionism". Between 1966 and 1969 Enver Hoxha - partly guided by his own extreme left dispositions, partly as an expression of solidarity with his Chinese ally - also initiated a "mini cultural revolution" in his country. Under the slogan "revolutionizing the party and the country's life further" a series of campaigns took place also in Albania. The Albanian

party leader - contrary to the Chinese example - kept a firm hand on the events all the time.

In the early seventies he came into collision with the opponents of his dogmatic policy again. The clash was going on at several fronts: the military opposition was led by Defence Minister Beqir Balluku, member of the politburo, the economic one by Deputy Prime Minister Abdyl Kellezi, member of the politburo, and the cultural one by Fadil Pacrami, member of the Central Committee, renowned writer. The fight ended up again with the complete victory of Enver Hoxha and his followers: in the "struggle against bureaucracy and liberalism" the "enemies of the people" were unmasked and removed, thousands of their followers were sent to the provinces or imprisoned. /Concerning the fate of the leaders of the opposition Enver Hoxha only disclosed that "they fell in the garbage heap of history"./

After Nixon's 1972 visit to Peking, increasing disorders could be observed in the Albano-Chinese relations. The Albanian leaders were not capable of following the changes of the internal power struggles in China and were even less able to follow the Chinese leadership's quick opening toward the United States, the NATO and the EEC, and its "pragmatist" relations with several rightist regimes. After appearing on the international scene, China needed less and less her small Albanian ally whose consistent dogmatism became an increasing burden for her. The gradual decrease of China's political interest and economic help induced Enver Hoxha - at first, through con-

fident channels, later more and more openly - to try to bring the Chinese leaders to respect Albania's standpoints and interests to a greater extent. After these attempts had failed, he decided to make their disagreements public, shifting the responsibility for the deterioration of the relations between the two parties and countries upon the new Chinese leadership. Enver Hoxha's ambitions to take over the direction of the so-called "true marxist-leninist movement" might have had a role in this step.

The breaking-off with China in 1978 was another turning point in Albania's history: it came into antagonism even with its last "great ally" and thus was left alone in the surrounding "imperialist-revisionist" world. Recognizing this, the Albanian leadership carried out a very cautious "opening" in the Albanian foreign and economic policy. This does not mean a basic change but indicates the anachronism and intolerability - on the long run - of the self-isolationist policy. The opening has been enforced above all by the economic needs. As a consequence of the interruption of the Chinese assistance, the Albanian economy got out of the preceding "greenhouse circumstances" and has been exposed to the world economy. Therefore it seems necessary to pursue a more open foreign economic policy which connects the country with the international division of labour to a greater extent in order to be able to maintain the country's present economic level.

Although Enver Hoxha and Mehmet Shehu spoke of the "monolithic unity" of the party and the people on the 8th

party congress in November 1981, another showdown took place less than a month and a half later, this time with Enver Hoxha's most faithful ally for four decades. After Mehmet Shehu's mysterious "suicide" and the declaration of his being a traitor, Enver Hoxha was left as the last of those leaders who had shaped the Albanian Labour Party.

Enver Hoxha's activity is unique also in the sense that his writings amount to eighty volumes. He was especially voluminous in the last seven years of his life: he wrote down his memoirs in seven volumes and the credo of his dogmatic views in four volumes. The published oeuvre - reflecting the great turns in the author's life - underwent a constant metamorphosis: the passages praising the disowned fellow combatants and international allies were taken out and replaced by opposite interpretations.

In October 1983, on his 75th birthday, Enver Hoxha presented himself and his followers with the following statement: "We say that we are the only country building socialism and we prove it. We have built everything by ourselves, by the sweat of our brow and the strength of our daughters and sons ..."

This double statement is a concentrated expression of the false reflection of the conditions of his country and the outside world in his mind. Albania can only be regarded as the sole country building socialism on the basis of very dogmatic criteria and it achieved its successes - besides its own efforts - with the generous assistance of the other socialist countries.



The rational core of this irrational statement lies with the fact that the Albanian people - led by Enver Hoxha - have in fact achieved considerable successes during the transformations of the society in the last four decades. Referring only to the most important ones: the industrial production has grown by 155 times, the agricultural production by 5.5 times. Insecurity of living, misery and unemployment have ceased to exist, education and medical services were made free and the living standard is constantly growing even if only to a modest extent.

At the same time the breaking-off with the socialist countries and the adherence to the dogmatic interpretation of Marxism-Leninism have caused serious problems in every field of social and economic life and have slowed down the pace of development. It also shows that Albania needs cooperation with the socialist countries, which have already expressed their readiness to restore and develop relations several times. We hope that the new Albanian leadership will sooner or later accept the alive branch offered to it.

The settlement of relations between Albania and the socialist countries would make it for the small Balkan country possible to share again in the advantages of the socialist international division of labour and its isolation could also be ceased. This would strengthen the unity of the socialist commonwealth and improve its strategic situation on the Balkans and in the Mediterranean area.

Its true friends wish this new turning point to the socialist Albania.

Ramiz Alia, Hoxha's successor in his speech on August 26, 1985 emphasised: "Our policy towards our neighbours, as toward all the other states, is a consistent, principled policy. Those who dream about and expect changes in our line, who interpret the normal political and diplomatic activity of our independent and sovereign state as the "opening up" of Albania, as a "tendency" to rapprochement with one side or the other, do so in vain. Albania neither "opens up" nor "closes up" ...

Howev an "opening up" in the Albanian policy, later or soon, seems inevitable.

NB! The official translation of the party's name: the Party of Labour of Albania.

OTHER WORKS ON ALBANIA FROM THE SAME AUTHOR:

Mit kell tudni Albániáról? /What should we know of Albania?/ Budapest: Kossuth Kiadó, 1981.

"Az Albán Munkapárt VIII. kongresszusa" /The 8th Congress of the Albanian Labour Party/, Külgazdaság, 1982/1.

"A miniszterelnök halála" /The death of the Prime Minister/, Ország-Világ, 13 January 1982.

"Hetven éve független Albánia" /Albania is independent

for seventy years/, Élet és Tudomány, 19 November 1982.

"Albánia gazdasága és új ötéves terve" /The economy and the new Five Year Plan of Albania/, Külgazdaság, 1982/2.

"Az albán-kinai kapcsolatok megszakításáról" /The breaking-off between Albania and China/, A Politikai Főiskola Közleményei /Reports of the Political Academy/, 1982/1-2.

"Albánia balkáni politikája" /The Balkan policy of Albania/, A Politikai Főiskola Közleményei, 1983/2-3.

"Az Albán Munkáspárt történetének tanulságai" /The lessons of the history of the Albanian Labour Party/, A Politikai Főiskola Közleményei, 1984/2.

"Albánia és a nemzetközi kapcsolatok rendszere" /Albania and the system of international relations/, A Magyar Politikatudományi Társaság évkönyve /in the Year-book of the Hungarian Association of Political Sciences/, 1984.

"Az Albán Munkáspárt nemzetközi kapcsolatainak fő irányai, 1941-1984" /The main directions of the international relations of the Albanian Labour Party, 1941-1984/, MÚM Tudományos szocializmus füzetek /booklets of the Hungarian Cultural Ministry on scientific socialism/, 1985.

"La politica balcanica dell'Albania" /The Balkan policy of Albania/, Politica Internazionale, 1982/10.

"The Foreign Policy of Albania", in: South Eastern Europe after Tito, The MacMillan Press LTD, 1983.

~~József AMTÉ  
Hispar  
6722 Szeged~~





F.k.: Dr. Nagy László tanszékvezető docens

---

Készült a JATE Sokszorosító Üzemében Szeged.

Engedélyszám: 253.

Méret: B/5.

Példányszám: 300.

F.v.: Lengyel Gábor.

1182  
OSA  
1000-  
120

~~József Attila Tanszék  
Hispanisztika Tanszék  
6722 Szeged, Petőfi utca 50-54.~~



~~József Attila Tudományegyetem  
Hispanisztika Intézet Könyvtára  
6722 Szeged, Pálfi utca 20-34.~~